



REPUBLICQUE DU SENEGAL  
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTRE DE LA FEMME, DU DEVELOPPEMENT SOCIAL  
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (FAD – FND)

Prêt : FAD/N°F/SEN/LUT-PAU/99/22 du 19/08/99  
FND/N°286 du 25/05/99

RAPPORT DE LA MISSION DE SUPERVISION GENERALE  
DU BUREAU DE GESTION DU PROJET DE LUTTE CONTRE  
LA PAUVRETE BAD- FND

SEPTEMBRE 2004

## INTRODUCTION

Une mission du bureau de gestion du projet de lutte contre la pauvreté, conduite par la Directrice Madame Khady Fall NDIAYE, a séjourné dans les cinq (5) régions ciblées par le PLCP du 09 au 30 Août 2004, en vue de superviser les réalisations du projet dans les communautés de base visitées. Cette mission comprenait des députés représentant le Réseau des Parlementaires pour la Population et le Développement, les experts du projet, chargés des composantes techniques, des représentants des services techniques déconcentrés de l'Etat, partenaires institutionnels du PLCP (Cellule de suivi opérationnel des PLCP, Direction du Développement Communautaire, Direction de l'Expansion Rurale, Direction de l'Action Sociale, Cellule AT/CPEC, Agence Nationale de la Case des Tout-Petits, Hydraulique, Urbanismes et construction et DALN), les coordonnateurs des unités régionales du projet et/ou leur assistant, les partenaires d'exécution du projet (ONG d'encadrement technique, SFD, CERP, les MOD : AGETIP et SAFEFOD, le cabinet OFBD, les opérateurs d'alphabétisation, les entrepreneurs responsables des constructions et les relais d'intermédiation sociale.)

Dans les régions de Tamba et de Kolda la mission a été renforcée par le Coordonnateur National du PAREP/PNUD et son Coordonnateur régional de Tamba, en compagnie du Coordonnateur de la Cellule de suivi opérationnel des projets de lutte contre la pauvreté du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale

Durant son séjour, la mission a rendu visite aux autorités administratives et aux collectivités locales (gouverneurs, Préfets, Sous-préfets, maires et PCR), dans chaque région. Au niveau des communautés de base visitées, les chefs religieux ont reçu la visite de courtoisie de la délégation. A Tambacounda, la mission était accompagnée par l'adjoint au gouverneur chargé du développement dans toutes les étapes du programme.

Au terme de cette mission les membres de la délégation ont tenu une réunion de synthèse à Kolda, pour donner leur appréciation sur le niveau d'exécution physique des réalisations du PLCP et sur l'organisation matérielle de la mission et pour faire des recommandations. Au cours de cette rencontre bilan, les partenaires institutionnels ont tour à tour félicité les responsables du PLCP pour les résultats obtenus dans la mise en œuvre des activités et l'initiative originale d'organiser cette mission de supervision avec tous les acteurs concernés

La mission adresse ses sincères remerciements aux autorités administratives, aux autorités locales, aux responsables des structures et infrastructures visitées dans les cinq (5) régions et l'ensemble des personnes rencontrées pour l'accueil et les dispositions prises pour le bon déroulement de la mission.

## RAPPEL DES OBJECTIFS ET DESCRIPTION DU PROJET

L'objectif général du projet est de contribuer à réduire la pauvreté au Sénégal. Les objectifs spécifiques sont :

- (i) élever le niveau éducatif, les compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto-promotion des groupes cibles ;
- (ii) accroître leurs capacités de générations de revenus ; et
- (iii) favoriser l'accès aux services de base.

Prévu pour une durée de cinq ans, le projet comprend quatre composantes :

- Composante I : Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires
- Composante II : Microfinance et appui aux activités génératrices de revenus
- Composante III : Infrastructures, Equipements et Hydraulique villageoise

## Composante IV : Gestion du Projet.

Les données de base du Projet sont les suivantes :

- Date d'approbation : 30/06/1999
  - Date de signature : 19/08/1999
  - Date de mise en vigueur : 15/02/2001
  - Date du dernier décaissement : 31/12/2004
  - Coût total du Projet : 18,60 millions d'UC
  - Prêt FAD : 10,00 millions d'UC
  - Don FAT : 1,75 millions d'UC
  - Gouvernement : 1,85 millions d'UC
- Autre source de financement
- Prêt FND : 5,00 millions d'UC
  - Organe d'exécution : Bureau de Gestion du Projet (BGP),  
Ministère de la Famille, du  
Développement social et de la  
Solidarité Nationale  
BP 17 245 Dakar  
Tél : 221 869 10 87 / 869 10 91  
Fax : 221 869 10 88

Le Projet est financé conjointement par le FAD, le FAT, le Fonds Nordique de Développement (FND) et le Gouvernement comme indiqué dans le tableau suivant :

**Coûts du projet par source de financement et par catégorie (en millions d'UC)**

Catégories	FAD	FAT	FND	GOVT	TOTAL
BIENS :					
- Equipements/mobilier/fourniture	2,42	0,00	2,36	0,00	4,78
TRAVAUX :					
- Construction/réhabilitation	1,72	0,00	2,04	0,09	3,85
SERVICES :					
- Etudes et supervision	0,15	0,00	0,29	0,00	0,44
- Services de spécialistes	0,83	0,60	0,12	0,00	1,55
- Formation	2,15	1,09	0,09	0,00	3,34
- Audit	0,00	0,06	0,00	0,00	0,06
DIVERS :					
- Fonds de crédit	1,75	0,00	0,00	1,76	3,50
FONCTIONNEMENT :					
- Fonctionnement	0,98	0,00	0,10	0,00	1,08
TOTAL	10,00	1,75	5,00	1,85	18,60%
POURCENTAGE	54%	9%	27%	10%	100%

## DEROULEMENT DE LA MISSION

### Etat d'avancement du projet par région

Les différentes étapes de la mission ont permis de constater le niveau de réalisation physique des activités du projet au niveau de chaque région, comme indiqué dans les paragraphes ci après :

#### REGION DE DAKAR

La mission a séjourné dans la région de Dakar du 09 au 11 Août 2004 et a pu assister à une séance de démonstration en intermédiation sociale à Tivaouane Diack Sao et visité une classe d'alphabétisation à Keur Mbaye Fall, trois CLEC à Guinaw rails Sud, à Arafat et à Gorée, Trois complexes sociocommunautaires à Wakhinane Nimzatt, à Sangalkam et à Dalifort Foirail et une case de santé à Kell.

La mission était élargie, d'une part aux partenaires institutionnels en raison de leur implication dans la mise en oeuvre du projet et d'autre part aux partenaires d'exécution signataires de convention ou de protocole avec le PLCP dans le cadre du faire-faire.

Pendant toute la durée de cette mission la délégation était accompagnée par l'honorable député **Gnagna TOURE**, représentant le Réseau des Parlementaires pour la Population et le Développement, et l'Assemblée Nationale.

La mission a démarré par une visite de courtoisie au préfet de Guédiawaye et s'est poursuivie avec la supervision des réalisations du PLCP dans la région.

Dans la journée du 09 Août 2004, la délégation a d'abord visité **le Complexe Case foyer de Wakhinane Nimzat** dont les travaux sont entièrement réalisés et la réception provisoire déjà effectuée.

Les populations ont exprimé leur reconnaissance et leur satisfaction au PLCP et surtout au gouvernement sénégalais qui vient d'apporter une réponse concrète à leur attente sociale en infrastructure socio- communautaire.

Madame la Directrice projet a exhorté les populations à veiller à la pérennisation de cette infrastructure par le biais de l'entretien et de la maintenance.

Les membres de la délégation ont axé leurs interventions sur :

- la prise en charge post projet de l'infrastructure qui doit passer par une bonne organisation et une gestion optimale des activités qui y seront menées ;
- l'originalité de la fonction des ateliers thématiques qui doivent constituer des incubateurs de projet, permettant ainsi une large fréquentation de ces espaces ;
- l'appropriation et la pérennisation de l'infrastructure;
- l'apport de la collectivité locale pour appuyer les populations dans la prise en charge des dépenses récurrentes.

L'étape de Sangalkam était consacrée à la visite de la **case foyer**. Mais, elle a commencé par une visite de courtoisie au Président du Conseil Rural qui est très imprégné des activités du PLCP dans sa communauté.

L'infrastructure est entièrement réalisée et réceptionnée provisoirement. Il reste le branchement au réseau électrique et au réseau d'eau.

La Directrice du PLCP s'est longuement appesantie sur la gestion de l'infrastructure et sur les dispositions qui devront être prises par les comités de gestion pour assurer une bonne maintenance de ce joyau et pour en garantir la pérennité.

Reconnaissant tout le privilège consenti à sa communauté rurale qui sert aujourd'hui de test dans la stratégie de développement des collectivités locales avec la vision des grappes de convergence, le Président de la Communauté Rurale s'est montré très satisfait de l'intervention du PLCP et a remercié vivement le gouvernement sénégalais à travers la Directrice du projet, pour la qualité et l'utilité de l'ouvrage réalisé.

Les représentants de toutes les catégories sociales ont pris la parole pour se réjouir des réalisations du PLCP et se sont engagés à se mobiliser pour bien gérer l'infrastructure.

La délégation s'est ensuite rendue à **Guinaw rail Sud** où elle a visité la **Caisse Locale d'Epargne et de Crédit (CLEC)**.

Après un rappel des objectifs du PLCP et sa stratégie d'intervention en matière de micro finance par Mme la Directrice, l'accent a été mis sur le caractère innovateur du système de financement mis en place par le PLCP pour faciliter aux populations démunies l'accès au crédit. En effet, pour rapprocher les populations des structures de financement, les CLEC ont été installées dans toutes les communautés de base du projet. Ces structures constituent un dispositif simple de crédit de proximité géré par les populations pour les populations.

Le Maire de la Commune d'Arrondissement, le Président de du Conseil d'Administration de la CLEC et la représentante des femmes ont souhaité la bienvenue à la délégation et ont remercié la Directrice du PLCP de l'appui précieux consenti aux populations de la commune.

Le PCA a ensuite fait un exposé exhaustif sur les activités de la CLEC qui compte aujourd'hui 914 adhérents dont 872 personnes physiques et 42 personnes morales.

Sur (10) mois d'activités, 173 microcrédits ont été accordés pour un montant de 4.973 000 F.

La demande en matière de crédit est jugée très forte par rapport à l'offre de service. Les principales contraintes sont relatives à :

- ⬇ la prise en charge de coûts récurrents ;
- ⬇ l'accessibilité de la structure qui est étroite et qui se trouve sur un lieu inondable ;
- ⬇ un renforcement de capacités des membres des organes ;
- ⬇ la définition d'un plan de communication pour informer et sensibiliser les populations des 25 quartiers de la commune d'arrondissement ;
- ⬇ un appui institutionnel en matériels informatiques et en supports de gestion.

Compte tenu de ces contraintes évoquées dans le fonctionnement de la CLEC, la mission a suggéré aux dirigeants de diversifier leurs partenaires pour augmenter la capacité financière de la caisse en vue de faire face à la forte demande de crédit de ses membres.

Pour clôturer la première journée, la mission de supervision s'est rendue à **Arafat**, un des deux quartiers ciblés dans la commune d'arrondissement de Grand Yoff pour visiter la CLEC.

Le processus de financement de la CLEC était enclenché par le RECEC, mais un problème d'impayés au niveau des premiers financements d'AGR dans la localité, concernant certains dirigeants de la caisse avait retardé la mise en place des fonds.

Les suggestions de la mission de poursuivre les discussions entre partenaires pour trouver une solution très rapidement ont été bien acceptées, car deux jours après la CLEC a reçu son financement de **2.675.000 F CFA**.

Les populations de Arafat ont travaillé jusque là, en parfaite harmonie avec le RECEC et un montant de **10.300.000 F CFA** est déjà injecté dans cette communauté de base.

La deuxième journée de la mission était consacrée à **l'étape de Dalifort**

La mission de supervision a visité l'infrastructure communautaire (case foyer) de Dalifort dont les travaux sont achevés et réceptionnés provisoirement.

Les populations et particulièrement les jeunes et les femmes ont tenu à manifester leur joie et leur satisfaction pour cette belle réalisation du PLCP pour le compte de leur communauté.

Après l'intervention de Mme la Directrice du PLCP pour situer le contexte de la mission et l'objet de la visite, l'Adjoint au maire de Dalifort a rappelé toutes les étapes parcourues avec le PLCP pour parvenir aux résultats hautement appréciés par les populations et les autorités locales.

Le Président des délégués de quartier le représentant des jeunes et la représentante des femmes sont revenus sur des contraintes que rencontraient les populations de Dalifort, lesquelles contraintes ont trouvé des solutions heureuses avec l'intervention du PLCP. Ils ont pris l'engagement d'assurer la maintenance et la pérennisation de cette infrastructure.

Les travaux des bâtiments sont terminés la salle de teinture doit être mieux aérée et le carrelage doit concerner les murs des bacs de lavage.

Après Dalifort, la mission s'est rendue à **Mousdalifa 1** dans la commune d'arrondissement de **Djedda Thiaroye Kao**, pour rencontrer un groupement de femmes financé par la CLEC et qui mène une activité génératrice de revenus de teinture.

Après l'interventions de Mme la Directrice pour expliquer l'objet de la mission suivie des mots de bienvenue du délégué de quartier, le Président du Conseil d'Administration de la CLEC a expliqué tout le processus de mise en place de la CLEC et l'allocation d'un financement d'un million de F CFA par FDEA.

Les interpellations des membres de la délégation ont permis de déceler des dysfonctionnements dans la gestion de la caisse ; en effet il existe un leadership exercé par un petit groupe de femmes qui décide et gère à la place des autres.

Malgré les adhésions individuelles enregistrées à la CLEC, les financements ont été remis à des leaders qui les auraient distribués sur des bases pas démocratiques ; si bien que beaucoup de femmes présentes à la réunion ont déclaré n'avoir jamais bénéficié de financement de la CLEC.

La leçon à tirer de cette rencontre est qu'il faut sensibiliser davantage les populations et renforcer leur formation sur les principes de gestion d'une organisation communautaire. En effet, les membres des organes de cette CLEC doivent être recyclés sur leurs rôles et responsabilités en attendant un renouvellement des organes.

La mission a ensuite visité la **case de santé de Malika** en présence du Maire de la commune d'arrondissement, de plusieurs dignitaires et des populations venus témoigner leur satisfaction et leur reconnaissance à l'Etat par l'entremise du PLCP.

Successivement le Maire, le représentant des délégués de quartiers et la représentante des femmes ont salué la portée de l'infrastructure de santé érigée dans leur terroir enclavé et de surcroît endémique en raison des types de maladies qui y sont recensées.

En effet, la proximité d'un cours d'eau et de la décharge de Mbeubeuss exposent fortement les populations et surtout les enfants au paludisme à la diarrhée et à diverses maladies de la peau. Cette case de santé, est jugée salubre pour les populations qui bénéficient par ailleurs d'autres interventions du PLCP dans les domaines de l'alphabétisation et de la micro finance (formations, financement et mise sur pied d'une CLEC).

Pour répondre aux préoccupations du PLCP concernant le choix du personnel du comité de gestion qui aura en charge la gestion de la case de santé, les populations ont déjà fait des choix concertés et promettent de gérer avec rigueur et transparence cette belle infrastructure.

A **Keur Mbaye Fall village traditionnel** situé dans la commune d'arrondissement de **Mbao**, la mission a assisté à une démonstration de la classe d'alphabétisation (2<sup>e</sup> cohorte) qui a démarré ses cours en Février 2004.

Cette classe, d'un effectif de 30 apprenants, compte deux hommes de 3<sup>e</sup> âge, des jeunes filles et des femmes adultes visiblement intéressés par la formation puisque le taux de fréquentation est très correct et que des amendes de 50 F CFA sont appliquées à chaque retardataire.

Avant la séance de démonstration, le Chef de village et la représentante des apprenants ont tour à tour magnifié l'action du projet dans la communauté de base de Keur Mbaye Fall. Des félicitations ont été adressées à la facilitatrice, pour sa disponibilité, ses aptitudes, et son sens élevé du devoir.

La démonstration faite par la facilitatrice et ses apprenants a séduits les membres de la mission qui se sont réjouis de l'excellent travail accompli par le projet à travers l'opérateur d'alphabétisation et la facilitatrice de cette classe.

A **Wakhinane, dans la Commune d'arrondissement de Tivaouane Diacksao**, la délégation a assisté à une séance de sensibilisation animée par un relais en intermédiation sociale. Dans son propos liminaire, le relais a expliqué son recrutement par le cabinet OFBD qui est le MOD chargé du volet communication du projet. Elle s'est ensuite livrée à une brillante présentation du PLCP en mettant en exergue, ses bailleurs, son coût, ses zones d'intervention, sa stratégie de ciblage, ses objectifs, ses quatre composantes etc.

Dans la mise en œuvre de la composante renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires, le relais a expliqué tout le travail réalisé dans les communautés de base ciblées notamment avec les séances d'intermédiation sociale sur le programme d'alphabétisation, sur le financement et la gestion des AGR, sur le remboursement des crédits, sur la bonne gestion des infrastructures communautaires pour garantir leur pérennisation.

Elle s'est appesantie sur les comités de quartiers, dans leur composition et leur rôle en tant que porte d'entrée du projet dans le quartier et dispositif d'appropriation et de pérennisation des investissements du projet.

Elle a enfin abordé les perspectives de la sensibilisation dans les prochaines semaines qui seront axées sur des thèmes de santé comme le paludisme, la vaccination, les MST/Sida, et sur des thèmes liés à l'environnement et à l'insalubrité etc.

La mission a félicité le relais qui a su gagner la confiance des populations pour réussir sa mission.

Les populations ont tous remercié le PLCP et souhaité une deuxième phase du projet pour parachever et consolider les actions entreprises.

Visiblement satisfaite, la Directrice a félicité le relais et a exhorté les populations à se mobiliser davantage pour remplir les conditionnalités préalables à leur éligibilité aux ateliers thématiques des infrastructures sociocommunautaires.

La troisième et dernière journée la mission s'est rendue d'abord à **Gorée**, où la délégation a été accueillie par le Directeur de Cabinet du maire de la municipalité, qui a montré toute sa disponibilité à accompagner le projet.

La rencontre a enregistré la présence des apprenants des classes d'alphabétisation, du Président du comité de quartiers, des femmes et des jeunes de Gorée.

La mission avait pour objet de revisiter les activités liées aux composantes renforcement des Capacités et Micro finance notamment celles de la CLEC.

Après la bienvenue du Directeur de cabinet du Maire, la Directrice du PLCP a montré tout son attachement à Gorée lié à ses souvenirs d'enfance mais aussi à sa joie d'avoir travailler avec les goréens dans le cadre des activités de la maison Henriette Bathily

S'agissant des activités menées par la composante Micro finance, il est apparu que Gorée bénéficiait déjà d'une mutuelle et qu'elle avait besoin plutôt d'un renforcement de ses capacités institutionnelles; ce que le PLCP a réalisé en terme de formation des membres des organes dirigeants de leur mutuelle et en termes d'appui en équipements (coffre, mobilier documents de gestion).

A la suite de l'intervention du représentant du Maire, les populations ont fustigé l'absence de financement de la CLEC liée aux impayés des crédits accordés à des individus qui ne sont pas membres de leur caisse. Pour les apprenants des classes d'alphabétisation, cette situation risque de les démobiliser, car l'attente a trop duré.

La directrice exécutive de FDEA, membre de la délégation, a rappelé la situation des financements à Gorée. En effet 8 personnes ont été financées pour un montant de 9.300 000 F.

Elle a ensuite expliqué que le FDEA avait accordé un financement de 1 000 000 F CFA à la mutuelle, mais que celle-ci avait jugé insuffisant ce montant par rapport à la requête de 5.000.000 F CFA formulée par la caisse.

La SFD a voulu se montrer prudente parce que les premiers bénéficiaires des financements individuels accusent des retards de remboursement de leurs prêts.

Une médiation de la Municipalité est en cours pour rappeler à ces promoteurs que « emprunter c'est bien, mais rembourser à temps c'est encore mieux ».

Mme la Directrice est longuement revenue sur les petits montants compris entre 25 000 Fcfa par personne et 250 000 F par groupement, montants destinés aux couches les plus défavorisées et que les CLEC doivent désormais gérer.

A travers l'intervention de la Directrice du PLCP, les populations ont compris les enjeux et les perspectives liés au développement de la CLEC.

Le financement des apprenants des classes d'alphabétisation a été aussi soulevé, mais des mesures rapides vont être prises pour diligenter leur prise en charge par les SFD.

En résumé on peut retenir qu'à Gorée, le travail de sensibilisation reste à compléter par le relais car le comportement de certains bénéficiaires qui ne rembourseront pas leur crédit ou qui refusent de prendre les petits financements de 25.000 Fcfa par personne et 250.000 Fcfa par groupe ne se justifie pas.

La Directrice a enfin encouragé les populations et les a rassurés de satisfaire leur demande en équipement post récolte (moulin) pour leur permettre de générer des recettes pour la CLEC.

**La dernière étape** de la mission dans la région de Dakar était la visite de **la case de santé de Kelle** où la délégation a eu droit à un accueil chaleureux et populaire.

Après avoir décliné l'objet de la mission, la Directrice du projet a permis aux populations par la voix du Vice-président du conseil rural, du représentant du chef de village, de l'Imam, de la représentante des femmes et de l'Infirmier chef de poste de Yenne de se réjouir de la construction de cette case de santé dans un milieu très enclavé où les élèves, les femmes enceintes et les enfants éprouvent d'énormes difficultés de prise en charge médicale. Cette infrastructure, dira l'ICP permettra d'accueillir le programme vitamine A en cours dans le département de Rufisque dans la mesure où le projet a prévu une salle de récupération nutritionnelle dans le dispositif. Il a ajouté qu'il faut maintenant accélérer la procédure de recrutement de l'Agent de santé communautaire et de la matrone pour procéder à leur formation. Enfin, il a promis de faire de la case de santé un centre de vaccination et de consultation prénatale dans le cadre de ses stratégies avancées.

S'agissant d'une ambulance qui a été posée comme une doléance, le représentant la Direction de l'Expansion Rurale, en appelle à la synergie et à la complémentarité des bailleurs et pense que la coopération japonaise (JICA) pourrait y affecter des volontaires en santé et doter la case de santé en ambulance.

La Directrice du projet a encore une fois fait appel à l'engagement des populations à bien entretenir l'infrastructure pour sa pérennisation.

SYNTHESE DES INTERVENTIONS DU PLCP DANS LA REGION DE DAKAR

Collectivité Locale/CB	Renforcement de capacités /Alphabétisation	Microfinance /AGR				Infrastructures Equipement Hydraulique			
		Nbre de projets financés	Montants financés	Nbre projets financés par la CLEC	Montants financés	Moulin	CTP	CF	CS
Wakhinane Nimzatt ( 9CB)	18 classes	73	34.483.740	40	1.000.000		x	x	
Sangalcam (7CB)	13 classes	7	4.115.000	-	-	x(6)		x	
Guinaw Rail Sud (5CB)	10 classes	17	18.223.790	60	1.475.000	x(1)			
Arafat ( Gd yoff) (1CB)	2 classes	18	8.100.000	108	2.675.000	x(1)			
Dalifort Foirail (6CB)	12 classes	20	6.095.000	-	-			x	
Mousdalifa (Djedda Thiaroye Kao 7CB)	14 classes	26	6.500.000	120	3.000.000				
Keur Mbaye Fall Village Traditionnel (1CB)	2 classes	12	4.000.000	-	-				
Wakhinane (Tivavouane Diacksao 1 CB)	2 classes	12	6.500.000	-	-				
Gorée (1CB)	2 classes	8	9.300.000	-	-	x(1)			
Kelle (Yenne) (1CB)	2 classes	-	-	-	-	x(4)			x

## REGION DE THIES

La mission a séjourné dans la région de Thies les 12 et 14 Août 2004

Lors de son séjour, la délégation était accompagnée sur le terrain par l'Honorable député Birame NGOM, représentant le réseau des parlementaires pour la population et le développement de l'Assemblée Nationale, le Coordonnateur de l'URG et son Assistant, ainsi que les partenaires d'exécution de la région et les Autorités Locales.

Au cours de la première journée, la mission a d'abord procédé à des visites de courtoisie au Gouverneur de Région, au Président du Conseil Régional, au Préfet de Mbour et au Sous-préfet de Sessène, avant de se rendre dans les quatre Communautés de Base de Saokom II, Gorou, Aga Ndimack et Khakham, dans le Département de Mbour.

A Saokom II, la mission a visité la Case – Foyer déjà terminée et dont les populations mesurent toute l'importance dans le processus de développement local. Le chef du village et la vice-présidente du conseil rural l'ont souligné avec force. Un comité de gestion est mis en place pour l'entretien et la maintenance, ainsi qu'une meilleure appropriation de l'infrastructure par les populations pour sa pérennisation.

Dans le village de Gorou, la Directrice et sa délégation ont visité le puits dont les travaux de fonçage sont arrivés à terme. Il reste, cependant, la mise en place de l'équipement d'exhaure. Les populations ont manifesté leur grande satisfaction pour les réalisations du PLCP, à savoir l'alphabétisation des femmes en particulier, l'hydraulique villageoise, les activités de crédit, les formations des membres de la CLEC.

A cette occasion, la Directrice du Projet a recommandé aux populations de s'organiser en comité de gestion pour assurer le bon usage du puits, sa maintenance et sa pérennisation.

La visite du puits a été suivie d'une séance d'animation sur le paludisme et sur les rôles et responsabilités du Comité villageois, conduite par le Relais en intermédiation sociale.

La mission s'est rendue au village de Nguéniène, siège de la Communauté Rurale, pour une visite de courtoisie au Président du Conseil Rural, avant de visiter la case de santé construite dans la communauté de base de Aga Ndimack et dont les travaux sont en phase terminale. Le Président du Conseil Rural, le chef du village, l'Infirmier Chef de Poste et le Relais en Intermédiation Sociale se sont félicités des réalisations du PLCP.

Le Chef de Village a exprimé la profonde satisfaction des populations pour les réalisations du Projet, et particulièrement pour la Case de Santé et le Moulin à mil qui sont des demandes fortement exprimées par les populations en général et les femmes en particulier.

La Directrice du Projet, pour sa part, s'est réjouie de la satisfaction des attentes des populations et a recommandé aux populations de s'organiser, avec l'appui de l'URG, pour assurer la maintenance, l'entretien et la bonne gestion de la Case de Santé.

La deuxième journée de la Mission a été réservée à la visite des villages de Nguéthie I et II, Kothiane et Ndiagianiao (Arrondissement de Fissel, Département de Mbour) et le village de Keur Mamour Ngoné, dans la Communauté Rurale de Touba Toul (Arrondissement de Touba Toul, Département de Thiès).

A Ndiagianiao, la Mission a été reçue par le Président du Conseil Rural qui s'est réjoui de la visite de la Directrice du Projet et exprimé sa satisfaction pour les réalisations du PLCP au profit des populations.

Accompagnée du Président du Conseil Rural et du Chef de CERP, la Mission s'est rendue à Nguéthie I et II, pour y visiter la Case de Santé. Elle a pu constater que les travaux de construction sont en finition. Il ne reste, en effet, que le carrelage mural et la peinture.

Les responsables locaux, en particulier le Député de la localité, membre du Réseau des Parlementaires pour la Population et le Développement, ont exprimé la satisfaction profonde des populations pour les réalisations du PLCP,

Le Président du Comité de gestion a rappelé les initiatives prises au niveau local, pour le renforcement des capacités de la Case de santé, à savoir un partenariat noué avec l'ONG CANA et la mobilisation des ressortissants du village.

La Directrice du Projet a invité le Comité de Santé et les populations à assurer l'entretien et la bonne gestion de la Case de santé en vue de sa pérennité.

Dans la communauté de base de Kothiane, la Mission a visité une Classe d'alphabétisation où une séance de démonstration a été animée par la Facilitatrice, qui organise parallèlement un atelier de formation en teinture pour les apprenants (es).

L'alphabétisation a un impact réel dans la gestion des financements obtenus et offre des opportunités en termes de calcul journalier des entrées et sorties de fonds et des bénéfices obtenus. L'animation de la classe et les initiatives de cotisations et de formation pratique débouchant sur des activités génératrices de revenus, au profit des apprenants (es), ont été positivement appréciées par la Mission.

La Directrice du Projet a saisi l'occasion, pour encourager la Facilitatrice et les apprenants (es) à persévérer dans cette voie.

Dans le village de Ndiandiaye, la Mission a visité la Caisse locale d'épargne et de crédit dont la Gérante a présenté les différents supports de gestion et expliqué les procédures de comptabilité, pour l'octroi de crédits et le recouvrement des fonds alloués.

Il convient de souligner que les financements obtenus de la CLEC ont permis à certaines femmes de créer, au niveau du village, un petit marché de denrées alimentaires. L'ouverture de ce marché allège les femmes de leurs déplacements quotidiens vers Ndiaganiao, pour se ravitailler en produits divers. Pour cela et pour les revenus monétaires tirés de ce commerce, les femmes du marché ont manifesté, à la mission, leur satisfaction à l'égard du Projet.

La Mission s'est rendue à Keur Mamour Ngoné, dans de la CR de Touba Toul

Dans ce village, la Mission a été reçue au siège de la CLEC par le Président du Conseil d'administration et les membres. Le Gérant a fait l'état des adhésions, du fonctionnement des organes, du système d'octroi des crédits aux membres et des recouvrements des fonds.

La Mission a, ensuite, visité le puits hydraulique réalisé par le Projet, et dont les travaux de fonçage sont arrivés à terme. Il ne reste que l'installation de l'équipement d'exhaure. Les femmes bénéficiaires de prêt de la deuxième catégorie, ont présenté à la Mission une dizaine de moutons sujets d'opération d'embouche ovine entreprise grâce aux bénéfices tirés d'une première opération d'embouche bovine.

A la suite de ces différentes visites, le Président de la Communauté rurale, le Chef de village, le Président de la CLEC et la Représentante des femmes ont exprimé vivement leur satisfaction quant aux réalisations du Projet au profit des populations. Parmi ces réalisations on peut citer également les formations en gestion de CLEC et l'alphabétisation fonctionnelle. Avec l'appui des facilitateurs d'alphabétisation, l'environnement lettré est fortement visible dans le village. En effet, chaque concession est matérialisée par un tableau d'adressage portant le nom du chef de concession

En réponse, la Directrice du Projet a suggéré aux populations de créer une exploitation maraîchère autour du puits pour l'amélioration de l'alimentation des enfants, avant de les encourager à s'organiser et s'investir davantage dans les activités initiées par le Projet à leur profit.

## CONCLUSION

La visite de la Directrice du Projet dans la région a été saluée par les Autorités administratives et locales, les Chefs de village et les populations, en ce qu'elle a permis un contact direct entre différents acteurs du Projets.

Si la visite a permis à la Mission de constater de près et d'analyser les actions entreprises par le Projet, à travers son Unité Régionale et ses différents partenaires, elle a aussi donné l'occasion à la Directrice du Projet de faire des recommandations aux populations, pour la prise d'initiatives, l'appropriation des réalisations, leur gestion rigoureuse en vue de leur pérennisation.

Cette visite a aussi été fructueuse en ce qu'elle a permis de tirer des leçons utiles pour la conduite des actions entreprises dans les autres Communautés de base ciblées dans la région.

## REGION DE DIOURBEL

Dans la période du **16 au 17 Août 2004**, la mission a séjourné dans les départements de Diourbel et de Bambey.

Conduite par la Directrice, Madame Khady Fall NDIAYE, elle avait pour but de vérifier sur le terrain, l'état d'exécution, le niveau d'avancement, les points forts, les contraintes, les suggestions des populations et les perspectives. La Directrice était accompagnée des personnes dont la liste est annexée au présent document.

Dans le département de Diourbel la mission a pu visiter à Thiolom la case des tout-petits, le réservoir d'eau avec sa borne fontaine, la latrine, une classe d'alphabétisation et la CLEC ; à Khayokh, la case de santé, à Ndoulo le complexe de la case foyer (chambres de passage, ateliers thématiques, caisse de la CAPEC, toilettes, salle polyvalente..), deux classes d'alphabétisation dans les quartiers Cheikh Anta (cohorte 2) et Cheikh Ibra Fall (cohorte 1) de Diourbel et les trois CLEC du quartier Thierno Kandji (zone 5, zone 4, zone 3).

Le taux de fréquentation et le niveau des apprenants sont satisfaisant au niveau des classes d'alphabétisation ; et les facilitatrices comme les auditeurs ont reçu les félicitations de la mission.

La visite des CLEC de la commune au niveau du quartier Thierno Kandji a fortement impressionné la délégation. La Directrice a apprécié le niveau d'organisation des sociétaires et la bonne tenue des documents de gestion.

Dans le département de Bambey, la mission a visité à GOUYE DOCK les réalisations suivantes : case des tout petits, puits avec réservoir et borne fontaine, latrine, abri moulin, classe d'alphabétisation ; le niveau de la classe d'alphabétisation est satisfaisant. La séance de travail avec les bénéficiaires a montré que plusieurs activités d'AGR, d'un coût global de **2 500 000 F** ont été financées dans le village, et le niveau de remboursement est satisfaisant. La CLEC fonctionne et a reçu un financement de **1.500.000 F** qui lui a permis d'appuyer les activités des auditeurs des classes d'alphabétisation.

A Dimar KANE, la mission a visité la boutique communautaire réalisée à partir du regroupement de trois (03) financements d'un montant de 3.000.000 F reçus du PLCP.

Les populations ont exprimé toute leur gratitude au projet pour cet appui financier.

La classe d'alphabétisation a également reçu la mission avec l'Hymne National du Sénégal cantonné en wolof. Le niveau des apprenant a été bien apprécié par la mission, ce qui valu des félicitations à l'ONG opératrice ARP et à la facilitatrice.

A Keur Samba KANE, la mission a procédé à une visite du complexe case foyer. L'Expert de la composante IEH et la Directrice ont expliqué l'utilité de cet outil et les différentes activités devant y être menées.

Des conseils ont été donnés aux populations, aux techniciens, et aux élus locaux, pour s'approprier cette infrastructure.

La mission s'est ensuite rendue dans la commune de Bambey, où elle a visité la classe d'alphabétisation du quartier Sakoura Badiane.

Les séances de démonstration faites par le facilitateur ont montré un bon niveau des apprenants. Concernant les activités génératrices de revenus cette communauté de base a reçu des financements d'une valeur de 13.000.000 F et chaque auditeur ou auditrice aurait perçu une somme de 100.000 à 150.000 F.

La mission a terminé cette journée du 17 Août 2004 par les visites de la classe d'alphabétisation avec une séance de démonstration, du puits avec réservoir et borne fontaine et des latrines à Sandiara, communauté rurale de Thiakhar. Le niveau des apprenants (tes) est relevé aussi bien pour le calcul, la lecture et l'écriture. Les travaux des infrastructures sont terminés. Il reste à installer les équipements.

### Remarques Générales

Les visites se terminant souvent en soirée vers 21 heures, il était difficile d'organiser des réunions de synthèse : les observations générales ont été faites aussi bien à Diourbel qu'à Bambey.

#### 1) Au niveau des Infrastructures, Equipement, Hydrauliques

Les réceptions provisoires seront entamées bientôt et les entrepreneurs seraient amenés à corriger les contrefaçons qui interviendraient. Ainsi les populations ont été sensibilisées à se préparer pour gérer et pérenniser ces acquis. Dans cette perspective, le projet va les appuyer à former les différents comités de gestion déjà installés. La Directrice a suggéré que dans les comités toutes les couches soient bien représentées et quand ce n'est pas le cas, elle a invité à faire des correctifs. Les populations ont été invitées à maintenir l'hygiène et la propreté à l'intérieur et pour cela elle les a exhorté à créer des brigades d'hygiène et d'assainissement. Pour augmenter les revenus des cases foyers, elle leur a suggéré de prendre des initiatives et de créer des comités de marketing social.

Pour ce qui est des cases foyers, elle a suggéré aux populations de prendre des initiatives en matière de création de revenus. Avant la livraison de ces installations, elle leur a demandé de

se préparer à se prendre en charge au niveau du fonctionnement (gardiennage, abonnement d'eau, d'électricité...) et à mobiliser la contrepartie.

Case foyer (300 000 F) ; case des tout petits (200 000 F) ; case de santé (100 000 F) ; moulin à mil (60 000 F).

Elle a demandé aux populations de terminer la construction des abris des moulins.

## **2) Au niveau de la Composante Renforcement des Capacités des**

### **Bénéficiaires**

Les classes visitées ont montré un bon engagement des auditeurs et des facilitateurs. L'occasion a été donnée pour féliciter les opérateurs. Elle a demandé de veiller davantage à une meilleure implication des auditeurs aux financements des CLEC et aux activités génératrices de revenus.

- Les formations seront multipliées pour une meilleur maîtrise des connaissances et tous les comités de gestion des différentes activités seront formés (case foyer, case de santé, case des tout petits, ouvrages hydrauliques, moulin à mil, CLEC..)
- Les relais à travers l'OFBD reprendront leurs activités une fois la disponibilité des boîtes à images.

## **3) Au niveau de la Composante Micro Finance- Activités**

### **Génératrices de Revenus**

Les visites ont permis de voir que les CLEC ont tous reçu des financements. Les installations des CLECS de la commune de Diourbel encadrées par EGA ont été saluées. Mais des efforts restent à faire quand à la bonne tenue des documents de gestion et du fonctionnement des organes. La Directrice a demandé aux ONG et à l'Unité Régionale de Gestion (URG) d'y veiller. Elle a suggéré aux ONG d'impliquer les SFD à la formation prochaine des CLEC sur la tenue des documents de gestion.

## **4) Appui**

Les partenaires présents ont tous réaffirmé l'engagement de leur structure à s'engager plus que par le passé aux côtés du projet et des bénéficiaires pour davantage de succès.

Monsieur DIOP, de la Direction de l'Expansion Rurale a promis un soutien à travers les Volontaires Japonais qui une fois affectés dans les arrondissements où intervient le projet, vont s'investir aux côtés des autres acteurs.

Dans les différentes étapes, la Directrice a invité les bénéficiaires et le conseil rural à travers son président à s'approprier les équipements.

## REGION DE TAMBACOUND

Du 23 au 25 Août 2004, une mission du BGP, dirigée par la Directrice du Projet a séjourné dans la région de Tamba.

L'objectif poursuivi était le suivi et la supervision des activités dans le but d'apporter des solutions aux insuffisances relevées.

En plus des Experts des différentes composantes du Projet, la Directrice était accompagnée entre autres de l'Honorable député Oumou Kalsoum Cisse représentant le réseau des Parlementaires pour la Population et le Développement, de l'Assemblée Nationale, du Coordonnateur de la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets de Lutte Contre la Pauvreté et du Coordonnateur du Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté du PNUD et de son coordonnateur régional de Tamba.

### 1<sup>ère</sup> ETAPE : Fongolimbi (Kédougou)

#### Infrastructure visitée : chantier de la Case Foyer

Les travaux ont démarré avec les mots de bienvenue du PCR de Fongolimbi, suivis des exposés de la Présidente de l'union locale des GPF sur les activités envisagées et la gestion communautaire de la Case foyer, du Président du Conseil Rural de Dimboli au nom des 7 CB ciblées par les réalisations du PLCP, du responsable de l'ONG AVPK sur les financements dans la CR de Dimboli, du responsable de la SODEFITEX sur le fonctionnement des classes d'alphabétisation et de la Présidente Régionale des GPF, avant les interventions de l'adjoint au Sous-préfet, de l'Honorable député, et de l'adjoint au Gouverneur chargé du développement.

La communication de la Directrice du PLCP a mis fin à cette première étape de la mission dans le département de Kédougou ;

Il a été constaté que :

- la réalisation de l'infrastructure accuse un retard important du fait de l'accès difficile au site ; Fongolimbi est situé en hauteur et le trajet rocailleux est souvent impraticable pour les camions
- l'implantation de l'infrastructure dans cette localité, chef lieu d'arrondissement a été jugée très opportune car la localité est dépourvue d'infrastructures socio communautaires
- les apprentissages en alphabétisation au niveau des CB ciblées se déroulent de manière satisfaisante selon le responsable de la SODEFITEX, opérateur, avec un taux de fréquentation de plus de 85% jamais atteint dans le département.
- concernant la composante Micro finance et AGR, le responsable de AVPK a présenté la situation des financements octroyés aux CB par le CMS qui a touché toutes les 07 CB pour une enveloppe globale de 16.625.000 F
- les populations sont conscientes des efforts fournis par le Gouvernement pour améliorer leurs conditions de vie

#### Principales Recommandations

- ◆ Respecter le délai de réalisation de l'infrastructure (Entreprise)
- ◆ Impliquer toutes les catégories sociales (femmes, jeunes, handicapés (es), 3<sup>ème</sup> âge) dans la gestion et les activités de la case foyer
- ◆ Impliquer les 07 C.B. ciblées dans les activités de la case foyer
- ◆ Mettre en place des comités de gestion dynamiques
- ◆ Veiller à la propreté, à l'entretien et à la sécurisation de l'infrastructure et des équipements

- ◆ Solliciter une contribution financière des 02 Conseils ruraux de Fongolimbi et Dimboli
- ◆ Maintenir et améliorer si possible le taux satisfaisant de fréquentation des cours en sensibilisant les populations sur la nécessité de continuer à suivre les apprentissages dans les classes alpha pour vaincre l'ignorance et l'analphabétisme.

## 2<sup>ème</sup> ETAPE : Commune de Kédougou

Visite d'une classe d'alphabétisation au quartier Dalaba et du chantier de la Case des Tout Petits dans le même quartier.

Il a été observé que :

- Au niveau de la classe alpha :

Seules 12 apprenantes sur 30 ont été trouvées sur place, pour poser leurs doléances plutôt que pour suivre les apprentissages. Selon elles, au démarrage la classe comptait un effectif de 30 apprenantes qui régulièrement suivaient les cours dans l'espoir de bénéficier des financements. Les abandons massifs sont donc dus au fait qu'elles n'ont pas eu de financement.

- Au niveau de la Case des Tout Petits :

Le chantier est dans la phase des finitions et la date de réception sera certainement respectée.

L'implication du président du Conseil de quartier dans la supervision des activités menées n'a pas été bien ressentie. Le comité de gestion n'est pas encore mis en place.

### Principales recommandations

- ❖ Poursuivre la sensibilisation des populations sur l'importance de l'alphabétisation comme moyen de lutter contre l'ignorance et la pauvreté
- ❖ Elaborer une requête de financement pour les 12 apprenantes trouvées en classe, la déposer au niveau de la SFD et suivre l'activité financée. Pour encourager les 12 apprenantes, la Directrice du Projet leur a remis une somme symbolique de 20.000 F en demandant à l'ONG «AVPK» de les aider dans l'identification d'un créneau susceptible de générer des revenus
- ❖ Impliquer toutes les catégories sociales (femmes, jeunes, handicapés (es), 3<sup>ème</sup> âge) dans la gestion de la Case des Tout Petits
- ❖ En rapport avec le Service chargé de la Petite Enfance, mettre en place un comité de gestion communautaire dynamique
- ❖ Veiller à la propreté, à l'entretien et à la sécurisation de l'infrastructure et des équipements
- ❖ Organiser des échanges entre les localités guinéennes frontalières aux CB ciblées par le PLCP dans la CR de Dimboli

## 3<sup>ème</sup> ETAPE : Salémata (Kédougou) : visite du chantier de la Case Foyer

La séance de travail s'est déroulée comme suite :

- Mot de bienvenue du PCR de Salémata et exposé sur les réalisations du PLCP
- Exposé de la Présidente de l'union locale des GPF sur les activités envisagées et la gestion communautaire de la Case foyer ;
- Exposé du responsable de l'ONG AVPK sur les financements dans la CR ;
- Exposé du responsable de la SODEFITEX sur le fonctionnement des classes d'alpha ;
- Communication de la Présidente Régionale des GPF ;
- Mot de l'Honorable député Kalidou Bâ (Kédougou) ;
- Mot de l'Honorable député représentante du réseau des parlementaires pour la Population et le Développement ;
- Mot de l'adjoint au Gouverneur chargé du Développement ;
- Communication de la Directrice du PLCP

La mission a constaté que :

- comme à Fongolimbi, la réalisation de l'infrastructure accuse un retard important du fait de l'accès difficile au site ;
- l'implantation de l'infrastructure dans ce chef lieu d'arrondissement, a été jugée très opportune car la localité est dépourvue d'infrastructures socio communautaires
- les apprentissages en alphabétisation au niveau des C.B ciblées se déroulent de manière satisfaisante selon le responsable de la SODEFITEX, opérateur, avec un taux de fréquentation de plus de 85% jamais atteint dans le département.
- concernant la composante Micro finance et AGR, le responsable de AVPK a présenté la situation des financements octroyés aux C.B par ACEP qui a touché 04/07 C.B. pour une enveloppe globale de 3.600.000 F
- les populations sont conscientes des efforts fournis par le Gouvernement pour améliorer leurs conditions de vie

### Recommandations

- / Respecter le délai de réalisation de l'infrastructure (Entreprise)
- / Impliquer toutes les catégories sociales (femmes, jeunes, handicapés (es), 3<sup>ème</sup> âge) dans la gestion des activités de la case foyer
- / Veiller à la propreté, à l'entretien et à la sécurisation de l'infrastructure et des équipements
- / Impliquer les 07 CB ciblées dans les activités de la case foyer
- / Mettre en place des comités de gestion dynamiques
- / Exploiter au maximum toutes les potentialités locales pour rentabiliser les équipements qui seront mis en place au niveau des ateliers thématiques et du bloc agro alimentaire.
- / Maintenir et améliorer si possible le taux satisfaisant de fréquentation des cours en sensibilisant les populations sur la nécessité de continuer à suivre les apprentissages dans les classes alpha pour vaincre l'ignorance et l'analphabétisme
- / Organiser des rencontres d'échange avec les populations des localités voisines de la Guinée

### 4<sup>ème</sup> ETAPE : Sinthiou Tabanani (Arrondissement de Maka / Tamba)

#### Visite de deux (2) classes d'alphabétisation et du chantier de la Case de Santé

La mission a fait les constatations suivantes :

- ◆ l'implantation de l'infrastructure dans cette localité, a été jugée très opportune car la localité est très enclavée et surtout difficile d'accès pendant l'hivernage ;
- ◆ la CB n'a pas encore bénéficié de financement comme du reste les 05 CB ciblées dans la CR de Kahène. La raison est que le CMS prétend avoir déjà injecté dans cette CR un important financement dont les impayés sont considérables. Cependant les populations sont conscientes des efforts fournis par le Gouvernement pour améliorer leurs conditions de vie ;
- ◆ les populations ont bien apprécié les réalisations du PLCP, en particulier la case de santé et ont fortement remercié le Président de la République et son gouvernement

### Recommandations

- En rapport avec l'Infirmier Chef de Poste (ICP), mettre en place un comité de santé dynamique et veiller au bon choix de la matrone et de l'A.S.C. (niveau et moralité)
- Impliquer toutes les catégories sociales (femmes, jeunes, handicapé(e)s, 3<sup>ème</sup> âge) dans la gestion et les activités de la case foyer. Pour faciliter le transport des malades, une charrette aménagée sera fournie par le Projet.
- Veiller à la propreté, à l'entretien et à la sécurisation de l'infrastructure et des équipements
- Mener en priorité et de manière permanente des actions de prévention contre les maladies

### 5<sup>ème</sup> ETAPE : Visite de la Case de Santé Séno Samba Yabé (Koussanar)

La mission a pu observer que :

- l'implantation de la case de santé dans cette localité, a été jugée très opportune compte tenu de l'éloignement du mauvais état de la route qui dessert ce village.
- la CB n'a pas encore bénéficié de financement ce qui constitue la principale doléance des populations.

#### Recommandations

- ❖ En rapport avec l'Infirmier Chef de Poste (ICP), mettre en place un comité de santé dynamique et veiller au bon choix de la matrone et de l'A.S.C. (niveau et moralité)
- ❖ Impliquer toutes les catégories sociales (femmes, jeunes, handicapés (es), 3<sup>ème</sup> âge) des villages environnants dans la gestion. Pour faciliter le transport des malades, une charrette aménagée sera fournie par le Projet.
- ❖ Veiller à la propreté, à l'entretien et à la sécurisation de l'infrastructure et des équipements
- ❖ Mener en priorité et de manière permanente des actions de prévention contre les maladies
- ❖ Suivre la requête de financement déposée par la CLEC au niveau de ACEP

### 6<sup>ème</sup> ETAPE : visite du complexe (Case Foyer + Case des Tout Petits) de Koulor ( Bakel)

La séance de travail s'est déroulée comme indiqué ci-après :

- Mot de bienvenue du PCR de Koulor axé sur les réalisations du PLCP
- Exposé de la Présidente du comité de gestion provisoire sur les activités envisagées et la gestion communautaire de la Case foyer
- Exposé du représentant des jeunes sur leur implication dans la gestion de l'infrastructure et sur les financements dans la CR
- Mot du Sous-préfet
- Mot de l'Honorable député représente du Réseau des Parlementaires pour la Population et le Développement
- Mot de l'adjoint au Gouverneur
- Communication de Mme Directrice du PLCP

Les observations suivantes ont été faites sur place par la mission :

- ◆ la réalisation de l'infrastructure est très avancée, seuls des travaux de finition restent à faire
- ◆ l'implantation de l'infrastructure dans cette localité, chef lieu de Communauté Rurale a été jugée très opportune car la localité est dépourvue d'infrastructures socio communautaires
- ◆ concernant la composante Micro finance et AGR, ACEP a octroyé globalement un montant de 15.590.000 F à 07 CB sur les 14 ciblées
- ◆ une contribution de 15.000 F par OCB a été fixée en assemblée pour constituer un fonds de démarrage ; il a été noté une forte mobilisation des populations et en particulier les femmes et les jeunes à s'impliquer dans la gestion de l'infrastructure
- ◆ un Comité de gestion provisoire a été mis en place ; il est notamment chargé de porter l'information au niveau des C.B, de recenser les OCB désireuses de s'affilier et de participer aux activités initiales et enfin de préparer la tenue d'une assemblée générale où seront élus les responsables des différents comités de gestion de la case foyer
- ◆ le Président du Conseil Rural a promis qu'une contribution du Conseil Rural sera votée et allouée lors du prochain budget 2005

### Recommandations

- ⚡ Impliquer toutes les catégories sociales (femmes, jeunes, handicapés (es), 3<sup>ème</sup> âge) dans la gestion et les activités de la case foyer
- ⚡ Veiller à la propreté et à l'entretien de l'infrastructure et des équipements
- ⚡ Impliquer les 07 CB ciblées dans les activités de la case foyer
- ⚡ mettre en place des comités de gestion dynamiques
- ⚡ exploiter au maximum toutes les potentialités locales pour rentabiliser les équipements qui seront mis en place au niveau des ateliers thématiques et du bloc agro alimentaire. Pour faciliter l'écoulement des produits réalisés au niveau de la case foyer, une charrette sera fournie par le Projet.
- ⚡ En rapport avec le Service chargé de la Petite Enfance, mettre en place un comité de gestion communautaire dynamique de la Case des Tout Petits
- ⚡ Veiller à la propreté, à l'entretien et à la sécurisation de l'infrastructure et des équipements

### 7<sup>ème</sup> ETAPE : Visite de la CLEC et de la classe d'alphabétisation SaréThierno ( Koulor)

La mission a pu constater que :

- la CB a bénéficié de plusieurs financements de la part de ACEP. En effet, le GPF a reçu un 1<sup>er</sup> crédit de 500.000 F soldé et un 2<sup>ème</sup> crédit de 750.000 F en cours ; de même la CLEC commune à 02 CB (SaréThierno et Saré Thiana) a reçu un 1<sup>er</sup> crédit de 1.615.000 F au bénéfice des premiers adhérents habitant SaréThierno et un 2<sup>ème</sup> crédit de 1.155.000 F pour les membres de Saré Thiana ;
- selon les populations, grâce au financement du PLCP, toutes les personnes actives des villages ciblés ont pu pour la première fois acquérir des semences et cultiver de grandes superficies de céréales et d'arachides ;
- le siège de la CLEC est bien aménagé avec le coffre fort fourni par le Projet et une table et un banc confectionnés par les populations
- le taux d'intérêt appliqué au prêt accordé à la CLEC par ACEP n'est pas conforme à celui déclaré par le Projet.

### Principales recommandations

- Veiller au respect de l'application de la Convention avec les SFD
- Encourager les populations (hommes, femmes et jeunes) à suivre les apprentissages dans les classes d'alphabétisation.
- Pour faciliter l'écoulement des produits agricoles, une charrette sera fournie par le Projet.

### 8<sup>ème</sup> ETAPE : Visite du projet de Bassirou Ndiaye dans la Commune de Tamba

Age : 28 ans

Statut : célibataire

Résidence : quartier Dépôt / Tamba

Activité financée : salle de jeu club

Montant accordé : 700.000 F

Les membres de la mission ont constaté avec plaisir que :

- le promoteur avait été visité par une mission de supervision de la BAD qui avait émis certaines observations à l'appellation « Salle de jeux » qui évoque un lieu de déperdition pour les enfants ; la mission avait proposé que la salle soit un lieu de loisirs et d'éducation
- le créneau est très performant et la gestion financière saine ; aucun retard de paiement et seules 04 traites mensuelles de 100 F restent à être payées

- le projet initial financé a généré par ses bénéficiaires, une 2<sup>ème</sup> activité, « un magasin de prêt-à-porter » d'une valeur financière intéressante au point qu'il est géré par le promoteur lui-même ; la gestion de la salle de jeux est confiée à un employé payé 15.000 F/mois

**Recommandations :**

- le promoteur s'engage à observer les recommandations de la mission et de faire de la salle de jeux, un lieu de loisirs et d'éducation pour les enfants
- Continuer à assister le promoteur pour en faire un modèle à suivre par les jeunes.

**CONCLUSION**

Globalement la tournée s'est bien déroulée, tous les sites programmés ayant été visités, même si l'accès a été souvent difficile.

L'Honorable députée Oumou Kalsoum CISSE, au nom du Réseau des Parlementaires pour la Population et le Développement, a chaleureusement félicité la Directrice et l'équipe du PLCP, pour le travail fourni au bénéfice des populations des Communautés ciblées. Pour avoir découvert, grâce au PLCP, toutes ces localités très enclavées et dépourvues de services sociaux de base, elle a promis de rendre compte et d'être l'avocate de ces populations au niveau de l'Assemblée Nationale.

L'adjoint au Gouverneur chargé du Développement, a à chaque fois exhorté les populations à s'approprier les réalisations du Projet, à bien les gérer pour leur pérennisation.

Pour le Coordonnateur des Programmes et Projets de Lutte contre la Pauvreté du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale, cette tournée à laquelle, les partenaires ont pris part, s'est avérée pertinente au vu des nombreux enseignements tirés :

- qualité des infrastructures réalisées ;
- Niveau d'avancement des travaux de construction ;
- souci de renforcer les capacités des bénéficiaires par le biais de l'alphabétisation fonctionnelle
- souci d'une gestion communautaire ;
- nécessité de développer une synergie entre le PLCP et le PAREP pour une plus grande efficacité des différentes interventions dans la région de Tambacounda.

Enfin, à chaque étape, la Directrice du PLCP, après avoir remercié au nom de Mme la Ministre du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité Nationale, les populations pour l'accueil chaleureux et animé, réservé à la délégation, a rappelé les objectifs et les principes directeurs (faire faire, décentralisation, approche genre et participation des bénéficiaires) qui guident l'intervention du Projet.

Elle a souligné que la mission du Bureau de Gestion du Projet a été élargie aux différents partenaires institutionnels et d'exécution (niveaux : national, régional et local), avec pour objectif de se rendre auprès des CB, de constater l'état d'exécution des activités, d'identifier les problèmes et d'apporter les solutions idoines.

Selon elle, la tournée aura permis de capitaliser beaucoup d'enseignements, notamment :

- l'étendue de la région de Tamba, l'enclavement et l'accès difficile des CB ciblées
- le retard important dans la réalisation des chantiers de Fongolimbi et de Salémata
- la frustration des CB non encore bénéficiaires de financement
- la relation entre le financement et les apprentissages en alphabétisation
- la nécessité de consolider les activités liées à la sensibilisation pour la mise en place de comités de gestion efficaces

- la nécessité de consolider les activités de renforcement des capacités (maintien du taux de fréquentation des apprentissages jugé satisfaisant par l'Opérateur et modules de recyclage)
- le travail important de sensibilisation à faire par les relais en intermédiation sociale qui doivent constituer un réseau au niveau régional et partager avec leurs collègues des autres régions, les bonnes pratiques d'animation.

Enfin, elle a exhorté les partenaires institutionnels et d'exécution et les bénéficiaires à travailler en synergie en vue de pérenniser les importants investissements consentis par le Gouvernement du Sénégal et a promis d'apporter des solutions aux insuffisances relevées et d'inviter Mme la Ministre Aïda Mbodj Mbacké, à présider les cérémonies d'inauguration des infrastructures réalisées d'ici la fin de l'année 2004.

## **REGION DE KOLDA**

La mission de Supervision Nationale conduite par Madame la Directrice Nationale du Projet de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP) a séjourné dans la région de Kolda du Vendredi 27 au Lundi 30 Août 2004. L'objet de la mission était : 1) de procéder à un suivi des activités de terrain, 2) d'assurer une supervision du travail confié aux partenaires d'exécution avec lesquels le PLCP a signé des conventions ou protocoles, 3) de permettre aux partenaires institutionnels de se rendre compte du niveau d'exécution des activités du projet dans la région, 4) d'enregistrer les perceptions que les populations cibles avaient du PLCP.

### **I. DEROULEMENT DE LA MISSION**

#### **JOURNEE DU VENDREDI 27 AOUT 2004**

La mission a d'abord rendu visite au Préfet de Vélingara qui, après avoir souhaité la bienvenue à toute la délégation, a montré toute sa satisfaction sur l'importance des réalisations du Projet dans son département et dans la région et surtout l'engouement noté chez les populations ciblées et cela malgré l'existence de quelques problèmes qui ont pour noms l'absence d'ONG d'encadrement et le défaut de financement dans les communautés de base rurales.

Prenant la parole au nom de la délégation, Madame la Directrice a tenu à remercier l'ensemble des autorités administratives de la région pour la disponibilité constante et tout l'appui qu'elles apportent à l'exécution du Projet. Elle a aussi assuré le Préfet que toutes les dispositions sont prises pour le retour imminent de l'ONG d'encadrement technique et le démarrage des financements dans la zone concernée.

- **VISITE DE LA CAISSE LOCALE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE VELINGARA OUEST**

La CLEC de Vélingara Ouest regroupe actuellement 150 membres et a bénéficié de la MECU de l'UNACOIS/DEF d'un financement de 2 000 000 F CFA distribués à 80 membres à raison de 25 000 F CFA par individu. A l'heure actuelle, 26 autres personnes ont été financées grâce aux premiers remboursements. La visite de la Caisse a permis à la délégation de se rendre compte de l'existence d'un local gracieusement mis à la disposition de la Caisse par la présidente du GPF, de mobilier de bureau (table et chaise), le coffre, et les documents de Gestion offerts par le PLCP sont bien utilisés.

La délégation a félicité les membres des organes présents pour le travail remarquable effectué, mais surtout pour la maîtrise du fonctionnement de la caisse. Néanmoins elle leur a recommandé de désigner le plus rapidement un gérant parmi les membres ayant suivi les différentes formations car la gestion collégiale constatée est contraire aux principes de fonctionnement d'une Caisse. Par ailleurs, elle a attiré l'attention des membres sur la nécessité de tenir compte du taux de sortie des prêts accordés aux sociétaires qui doit être de 12 % comme négocié par le PLCP auprès des SFD partenaires.

Après la visite du local de la CLEC, une discussion élargie aux autres caisses de la Commune et aux comités de quartier des communautés de base encadrées dans la commune a

permis à la Directrice de revenir sur l'importance de la gestion transparente et le remboursement des prêts, gages de la confiance des adhérents aux organes directeurs et d'un développement de qualité de la CLEC. La Caisse étant un outil important mis à la disposition des populations et gérée par elles – mêmes pour leur faciliter l'accès à un crédit de proximité.

Prenant la parole l'Honorable Député a manifesté toute sa joie devant la présence massive des populations et leur engagement au tourde la caisse d'épargne et de crédit.

### **VISITE DE LA CLASSE D'ALPHABETISATION DE VELINGARA OUEST**

La classe d'Alphabétisation de la cohorte 1 de Vélingara Ouest a été délocalisée pour les besoins de l'hivernage à l'école élémentaire de TIANKAN.

La délégation a été accueillie par l'ensemble du personnel de l'opérateur en charge du département de Vélingara, des représentants des autres CAL ouvertes dans la Commune, de tous les facilitateurs (ces) et des comités de gestion des classes d'alphabétisation.

Le président de l'ONG opératrice « Association pour le Développement Economique de Kounkané » a fait une présentation détaillée du programme alphabétisation dans le département. Le programme PLCP au niveau du département comprend 40 classes ayant chacune 30 apprenants soit dans l'ensemble 1200; les résultats enregistrés, toutes cohortes confondues, sont très satisfaisants. D'ailleurs, la preuve de la qualité de ces résultats a été la démonstration en calcul et en lecture effectuée par les auditeurs (trices) devant les membres de délégation.

Prenant la parole, la Directrice a félicité l'opérateur pour les résultats enregistrés et recommandé aux auditeurs d'adhérer massivement aux différentes CLECS installées dans la Commune.

### **VISITE DU COMPLEXE SOCIO COMMUNAUTAIRE DE KOUNKANE**

Kounkané, Chef lieu de Communauté Rurale abrite le complexe socio – communautaire composée d'une case foyer, d'une case des tout petits et d'une salle polyvalente.

La visite au niveau de Kounkané a commencé par la découverte du siège de ADECK opérateur chargé du Programme Alphabétisation dans le département de Vélingara. Cette visite a permis à la mission de se rendre de l'effectivité du matériel et des équipements acquis dans le cadre de l'appui institutionnel dégagé par le PLCP d'un montant de 4 000 000 F CFA par opérateur.

Un accueil chaleureux a été réservé à la mission au niveau du complexe socio – communautaire où le Vice Président du Conseil Rural entouré des autres conseillers, le Chef du CERP représentant le Sous – Préfet en congé administratif, les femmes et les jeunes ont tenu à manifester à la Direction du PLCP et à ses partenaires leur joie et toute leur reconnaissance pour l'infrastructure.

La visite des lieux en présence de l'Entrepreneur adjudicataire a permis de constater l'avancée des travaux jugée très satisfaisante. La délégation accompagnée des représentants des différentes catégories sociales ciblées et des membres du Conseil Rural, a visité, sous les explications de l'Expert du Projet en charge de la composante Infrastructures, Equipement et Hydraulique, respectivement la case foyer et ses différentes composantes, la case des tout petits et la salle polyvalente.

Cette visite s'est terminée dans la salle polyvalente où une séance d'échanges avec les populations a été tenue. Prenant la parole au nom des populations, le Président du Conseil Rural, la Présidente de la fédération locale des GPF et le représentant des jeunes ont, une fois de plus, remercié la Directrice du Projet pour le choix de Kounkané parmi tant d'autres localités pour la construction de cette infrastructure multi fonctionnelle et donné leur engagement pour en faire une utilisation efficiente.

A son tour, l'Honorable député Oumou Kalssoum CISSE a félicité la Directrice pour toutes les réalisations du projet au profit des populations les plus démunies ; ce qui d'ailleurs ne la surprend pas eu égard à la notoriété qu'elle a au niveau du Ministère, mais surtout à l'engagement et à la volonté dont elle a fait montre durant toute la mission. En direction des populations, elle recommandera une appropriation de cet espace communautaire qui est un lieu d'acquisition de savoir faire ;

Prenant la parole, Madame la Directrice a d'abord tenu à remercier les différents orateurs pour leurs belles paroles en l'endroit de toute la délégation avant de rappeler à l'assistance la genèse du PLCP et d'apporter des explications claires sur des multiples facettes de cette infrastructure.

En direction des membres du Conseil Rural, elle leur demandera d'apporter un appui aux populations en dégagant une ligne budgétaire pour l'entretien et le fonctionnement du complexe. L'ambition projetée par le PLCP dans ces infrastructures nécessitant une gestion rigoureuse, c'est pourquoi elle a insisté sur la mise en place d'un comité de gestion dont les membres sont choisis démocratiquement;

Madame la Directrice a terminé son propos en recommandant l'installation d'un comité de marketing car l'infrastructure est un bien qu'il faut vendre pour en assurer la rentabilité sociale mais aussi économique et d'un comité de gestion et de maintenance chargé de bien veiller à l'infrastructure et aux équipements qui seront mis en place.

### VISITE DE LA CLEC DE BOUNA KANE

Bouna Kane est l'une des quatre communautés de base ciblées par le PLCP dans la commune de Kolda. Le PLCP par l'intermédiaire de l'opérateur CPEF a ouvert quatre classes d'alphabétisation regroupant 120 apprenants (es). En outre, les populations vont bénéficier dans le cadre du programme allégement des travaux domestiques d'un moulin à mil.

En matière de financement, le quartier avait déjà bénéficié d'un montant de 4 675 000 F CFA pour 24 requêtes intéressant 150 bénéficiaires. Au mois de Juin 2004, la Caisse Locale d'Épargne et de Crédit a eu un prêt de 2 150 000 F CFA distribués à 85 sociétaires.

La visite de la Caisse Locale a démarré par un discours de bienvenue de la Présidente du Conseil d'Administration qui a souhaité la bienvenue à toute la délégation et remercié le PLCP pour les efforts constants déployés pour faire reculer la pauvreté au niveau du quartier, et cette Caisse qui a permis à 105 femmes d'accéder au crédit en est une preuve éclatante. A sa suite, le gérant a exposé le fonctionnement de la caisse et montré les initiatives prises par la caisse notamment l'élaboration de politique de crédit, de fiche d'épargne et de crédit, d'un règlement intérieur de dépliants de CLEC.

Les membres de la délégation se sont réjouis du fonctionnement de la Caisse Locale et ont demandé aux organes de persévérer dans cette voie. Quant aux doléances faites par les populations à savoir l'appui pour la construction du siège de la Caisse et pour l'obtention d'un matériel, Mme la Directrice a donné son assurance que toutes ces demandes seront étudiées avec toute la bienveillance qui s'y sied.

## VISITE DE LA CLASSE D'ALPHABETISATION DE BOUNA KANE

Le programme de la journée a pris fin avec la visite de la Classe Mandingue de Bouna Kane.

Le Coordonnateur de l'opérateur a dressé une situation d'ensemble du programme alpha au niveau département de Kolda où 40 classes ont été ouvertes dont 10 dans la Commune de Kolda, avant de laisser la parole à la présidente du Comité de gestion de la classe pour souhaiter la bienvenue à la délégation. L'Expert responsable de la composante renforcement des capacités a apporté des réponses sur les différentes questions posées par les différents orateurs. Ces questions concernaient le financement des apprenants (es), le paiement des facilitateurs, les conditions matérielles d'apprentissage (tables, bancs, livres) ...

Madame la Directrice a surtout recommandé aux apprenants d'adhérer massivement à la CLEC du quartier pour pouvoir bénéficier du crédit et mener des activités génératrices de revenus, conformément au protocole signé avec l'opérateur en alphabétisation.

## JOURNEE DU SAMEDI 28 AOUT 2004

### COMMUNAUTE DE BASE DE DAROU KHOUMENE

La 1<sup>ère</sup> étape de la journée a été la communauté de base de **Darou Khoumène** située dans la Communauté Rurale de Médina Yoro Foulah. La particularité de cette communauté de base est qu'elle bénéficie presque de l'ensemble des activités prévues dans le cadre du projet : alphabétisation, accès au crédit, hydraulique villageoise, allègement des travaux domestiques, accès aux services de santé.

En effet deux classes d'alphabétisation en langue Ouolof avec 60 auditeurs ont été ouvertes par le CPEF. En matière de micro finance la communauté avait obtenu un premier financement de 2 000 000 F CFA pour 137 bénéficiaires dont 14 personnes du 3<sup>ème</sup> âge, 32 jeunes et 90 femmes. Le crédit a été remboursé à 100 %. Actuellement la Caisse Locale qui a reçu tout son équipement (coffre-fort, table, chaise et documents de gestion) a reçu un financement de 1 500 000 déjà distribué à 60 sociétaires.

Quant à l'hydraulique villageoise, Darou Khoumène bénéficie d'un puits hydraulique équipé de pompe électrique, d'un réservoir d'une capacité de 15 m<sup>3</sup> et d'une borne fontaine. Il est aussi prévu l'équipement du village en moulin à mil. L'accès au service de santé sera facilité par la case de santé dont les travaux sont achevés.

Malgré la pluie, la mission a été accueillie par toute la population de Darou Khoumène et les représentants des communautés de base environnantes. Le Chef de village, la présidente du groupement des femmes, le représentant des jeunes ont tous remercié la direction du PLCP pour toutes les activités réalisées dans leur village. A travers leurs propos, l'élément constant relevé est la justesse du choix de Darou Khoumène pour l'implantation de la case de santé. En effet l'infrastructure sanitaire la plus proche est le poste de santé de Médina Yoro Foulah situé à une vingtaine de kilomètres ou l'hôpital de Banssang en territoire gambien où les populations sénégalaises sont confrontées à toutes les difficultés avant d'y accéder. Pour toutes ces raisons, les différents orateurs ont sollicité l'appui du Projet pour la mise à leur disposition d'un infirmier d'Etat.

Prenant la parole, l'Honorable Député a magnifié l'accueil réservé par les populations à la délégation et insisté sur la mise en place d'un comité de gestion volontaire et engagé pour sauvegarder cet investissement réalisé par le PLCP. Elle terminera pour leur dire qu'elle sera leur avocat auprès des Hautes Autorités pour trouver un infirmier au niveau de la case de santé.

A son tour, Madame la Directrice est longuement revenue sur le rôle du comité de gestion dont les membres constitutifs doivent être choisis démocratiquement, disponibles et engagés car l'infrastructure mise à leur disposition requiert une appropriation et une maintenance de qualité pour lui permettre de jouer son rôle. Quant au personnel sanitaire, elle précisera que les cases de santé obéissent à un mode opératoire défini par le Ministère concerné.

Il est prévu dans ce sens que la communauté désigne deux personnes qui vont subir une formation de 7 mois au niveau du poste de santé de Médina Yoro Foulah. Ils bénéficieront à partir du 4<sup>ème</sup> mois d'un encadrement rapproché de l'Infirmier Chef du Poste; ce qui leur permettra d'être pleinement opérationnel.

Pour faciliter les évacuations des personnes malades vers les structures sanitaires le Projet mettra à la disposition de la case de santé une charrette qui bénéficiera de tous les équipements nécessaires en la matière.

Après la case de santé, la mission a visité le programme d'adduction d'eau constitué d'un réservoir et d'une borne fontaine dont les travaux sont achevés. Le puits hydraulique a accusé un retard et les travaux se situent au niveau du fonçage à sec.

### COMMUNAUTE DE BASE DE HAMDALLAYE DIEGA

La Communauté de base de Hamdallaye Diéga est sise dans la communauté rurale de Tankanto et est distante de vingt cinq kilomètres de la commune de Kolda. Dans le cadre des activités du Projet, Hamdallaye Diéga bénéficie de deux classes d'alphabétisation pour un effectif total de 60 personnes. Elle a bénéficié aussi d'un financement total de 9 035 000 F CFA pour 164 bénéficiaires et d'un moulin à mil.

Au niveau du village, la mission a visité un projet d'embouche bovine mis en place par le groupement des personnes du 3<sup>ème</sup> âge grâce à un financement de 2 000 000 F CFA obtenu auprès du SFD ASACASE. Elle a aussi longuement échangé avec une femme handicapée physique dont les différents financements reçus retracent le caractère évolutif du système de financement défini par le PLCP. En effet elle a obtenu respectivement 25 000 F, 60 000 F et 250 000 F CFA ; elle est ainsi passée de la première à la 3<sup>ème</sup> catégorie.

Madame la Directrice a noté avec satisfaction les résultats encourageants obtenus dans cette communauté qui doit être montrée comme référence. Elle a en outre renouvelée la promesse faite en janvier 2003 lors du lancement des activités de terrain tenu dans cette même localité. En effet, les femmes avaient souhaité, lors de la visite de leur périmètre maraîcher, un appui pour un puits fonctionnel afin de produire davantage.

### JOURNEE DU DIMANCHE 29 AOUT 2004

#### **COMMUNAUTE DE BASE DE KARANTABA**

La journée a démarré par la visite du complexe socio communautaire de Diaroumé qui comprend une case foyer, une case des tout petits, une CAPEC et une salle polyvalente. La mission a constaté sur place le retard dans la construction du complexe et attiré l'attention de l'entrepreneur sur la date butoir de livraison prévue pour le 15 Septembre 2004, conformément au cahier des charges. La mission a aussi profité de cette escale pour rencontrer le Président du conseil rural qui s'est joint à la Délégation.

La communauté de base de Karantaba est distante de 122 kilomètres de Kolda et est sise dans la communauté rurale de Diaroumé dans le département de Sédhiou.

En plus de l'alphabétisation et du programme d'allègement des travaux, la communauté de base abrite une case de santé dont les travaux sont complètement achevés. Les discours de bienvenue de la présidente du groupement féminin et du représentant des jeunes écrits en mandingue, la langue locale, ont amené la Directrice à féliciter le Coordonnateur de l'opérateur FORM'ACTION et son équipe la qualité du travail fait au niveau de ce village. Auparavant, le Président du Conseil rural de Diaroumé, a, au nom du conseil rural et de l'ensemble de la population, remercié la Directrice du PLCP et son équipe pour l'ensemble des réalisations faites dans la communauté rurale. En effet, la collectivité locale de Diaroumé concentre à elle seule 42 des 120 communautés de base ciblées dans la région; et à ce titre, elle bénéficie de 80 classes d'alphabétisation touchant 2400 apprenants, de 26 unités de transformation post récolte, d'un complexe socio communautaire, d'une case de santé, de 14 puits hydrauliques dont 12 équipés de système d'adduction d'eau, 33 Caisses locales d'Epargne et Crédit. Enfin, il terminera son intervention en donnant l'assurance que l'équipe du conseil rural appuiera les efforts du Projet dans sa lutte contre la pauvreté.

Prenant la parole, Madame la Directrice a magnifié l'accueil chaleureux des populations, l'hymne nationale chantée en mandingue. Ensuite, elle est longuement revenue sur l'objet de la mission qui consiste à se rendre compte sur le terrain du niveau d'avancement des activités, à échanger avec les populations concernées et à recueillir leurs avis sur le projet, mais aussi de permettre aux autorités de voir que les ressources sont utilisées conformément à l'accord de prêt signé entre l'Etat du Sénégal et les bailleurs. Par ailleurs, elle a mis l'accent sur une bonne utilisation de cette infrastructure sanitaire qui recevra tout le matériel nécessaire d'ici le mois de décembre 2004. La case sera même équipée d'une charrette aménagée pour le transport des malades vers les postes de santé les plus proches. De même, la population devra choisir deux personnes qui vont suivre une formation en soins de santé primaires pour pouvoir officier dans la case. Enfin, Madame la Directrice terminera en lançant un appel au Président du conseil rural pour appuyer la case de santé à accéder à l'eau à partir du puits mis en place par le projet.

### **COMMUNAUTE DE BASE DE MANCONTONG**

Mancontong située dans la communauté rurale de Diaroumé a constitué la dernière étape de la tournée. Dans cette communauté de base le focus a été mis sur le puits hydraulique et le système d'adduction d'eau.

Après la visite du puits, une réunion devant l'école élémentaire a regroupé la délégation et toute la population. Après la présentation des membres de la délégation l'hymne nationale en mandingue a été chantée par les auditeurs de la classe d'alphabétisation. Ensuite il revenait respectivement au chef de village, président du comité villageois, de la présidente du groupement des femmes et du représentant des jeunes de souhaiter la bienvenue à la délégation et de remercier le Projet pour l'ensemble des activités réalisées au niveau de leur communauté. Ils n'ont pas manqué cependant de solliciter l'appui du Projet pour que l'eau arrive jusqu'au village car la borne se situe à une distance non négligeable.

Après avoir remercié les différents orateurs, la Directrice du Projet a d'abord rappelé que le choix de l'emplacement du site pour l'implantation du puits était du ressort exclusif des populations; et qu'il est possible qu'après la réception des travaux que la population s'organise avec l'appui du Chef du CERP et de l'Unité Régionale pour définir les voies et moyens de trouver une solution à ce problème. Elle lancera, en direction des relais en Intermédiation sociale qui ont bien voulu prendre part à la visite, un appel particulier par rapport à leur mission dont la finalité est d'arriver au changement de comportement devant déboucher à une appropriation et une pérennisation des infrastructures et équipements mis en place.

## REUNION DE SYNTHESE DE LA MISSION

Une réunion de synthèse a été organisée la soirée du 29 Août 2004 à l'hôtel HOBBE de Kolda. L'objet de cette réunion était de recueillir les avis et suggestions des différents membres de la délégation sur le déroulement de la mission toutes étapes confondues.

Mme l'Honorable Député a :

Exprimé sa satisfaction générale par rapport à la composition de la délégation et recommandé :

- De renforcer la sensibilisation dans les quartiers avec les services départementaux du développement communautaire ;
- de mettre en place des comités de gestion, ce qui exige un travail sérieux;
- elle constate le bon choix des sites en dépit de leur enclavement et de l'état des routes ;
- Exprime sa satisfaction totale sur les CLECs ;
- Félicite l'ensemble de l'équipe du Projet.

Mme la Conseillère au Haut Conseil de la République

- ↳ Remercie la Directrice et l'ensemble de son équipe;
- ↳ Trouve la mission riche en enseignements ;
- ↳ Satisfaite des réalisations du Projet et des appréciations positives des populations :

Suggère :

- ↳ De mettre l'accent sur les comités de gestion afin de faciliter la pérennisation;
- ↳ De développer les synergies avec les autres ministères.

Pour le représentant de la Cellule de Suivi opérationnel des projets & programmes du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale c'est :

- un sentiment de satisfaction sur le niveau d'exécution et une meilleure connaissance du Projet et des zones ciblées;
- une découverte des innovations majeures dans la construction des infrastructures qui prennent en compte les spécificités des différentes couches sociales;

Il recommande :

- ◆ de mettre un accent particulier sur les comités de gestion des infrastructures;
- ◆ d'amorcer une réflexion pour la mise en place d'une antenne relais à Kédougou.

Pour le représentant de la Direction l'Expansion Rurale, il constate :

- ❖ Un choix judicieux des communautés de base ciblées;
- ❖ Une opportunité des infrastructures qui constituent des réponses aux attentes sociales;

Il suggère :

- l'évaluation d'un protocole signé avec la Direction de l'Expansion Rurale;
- l'allègement du programme de visite des sites à l'avenir.

Pour le représentant de la Direction du Développement Communautaire il recommande :

- une collaboration plus dynamique avec son service dans la mise en œuvre du PLCP,
- un renforcement de l'appui conseil aux organisations communautaires de base,
- la mise en place de cadres de concertation régionaux et départementaux, regroupant tous les acteurs concernés;
- Mieux planifier les missions de terrain à l'avenir, pour faciliter la participation de tous

Le représentant de la Direction AT/CPEC :

- ❖ Epreuve un sentiment de satisfaction général
- ❖ Constate un bon niveau des CLECs
- ❖ Suggère la mise en place d'une structure faîtière des CLECs;

Les relais en intermédiation sociale :

- ✚ Félicitent la Directrice et toute l'équipe du Projet pour l'organisation de cette mission dont les impacts sur les populations sont incommensurables;
- ✚ Expriment leurs préoccupations par rapport à la mise en place des comités de gestion;
- ✚ Suggèrent un appui constant des Chefs de CERP;
- ✚ Sollicitent un appui des Conseils Ruraux dans la définition de lignes budgétaires pour appuyer les communautés de base disposant d'infrastructures.

Les experts des composantes du projet ont souhaité que :

- ❖ L'action soit mise sur les rôles des comités de gestion, l'appropriation et la pérennisation des infrastructures et équipements ;
- ❖ Ces comités de gestion soient rendus fonctionnels en privilégiant les personnes alphabétisées;

Ils constatent :

- ❖ Un engouement des populations autour des réalisations du PLCP hautement appréciées ;
- ❖ Une appréciation positive des réalisations par les partenaires institutionnels ;
- ❖ L'inexistence de protocole avec la Direction du Développement Communautaire;

Mme la Directrice du PLCP s'est réjouit :

- ◆ des efforts et des sacrifices déployés par les membres de la délégation ;
- ◆ de l'engagement de tous en dépit des distances, de l'état des routes et des pluies diluviennes qui se sont abattues tout le long de la mission ;
- ◆ de l'appréciation positive que tous les membres de la délégation ont exprimée à l'endroit des réalisations du projet.

Elle a remercié tous les membres de la délégation de leur disponibilité et particulièrement Mme l'Honorable député sa ténacité et son expérience de terrain.

## Principales recommandations

- Développer des synergies dans les interventions des partenaires institutionnels et d'exécution pour faciliter l'atteinte des objectifs assignés au PLCP ;
- Faciliter l'appropriation des réalisations du projet par les bénéficiaires en vue d'assurer la pérennisation des importants investissements consentis par le Gouvernement ;
- Rendre fonctionnels les cadres de concertation au niveau des régions pour harmoniser les approches et partager les bonnes pratiques.
- Consolider les activités d'intermédiation sociale pour la mise en place de comités de gestion efficaces et pour la prise en charge des relations entre les apprentissages en alphabétisation fonctionnelle et les financements d'activités génératrices de revenus ;
- Consolider les activités de renforcement des capacités par des modules de recyclage et le maintien du taux de fréquentation des apprentissages jugé satisfaisant par les opérateurs ;
- Appuyer le réseautage des relais en intermédiation sociale pour leur faciliter le partage des bonnes pratiques d'animation et de sensibilisation dans les différentes régions ;
- Faire appliquer les SFD les clauses des conventions qu'elles ont signé avec le PLCP pour le respect des taux d'intérêt par catégorie et le reversement des bonifications aux bons payeurs ;
- Financer toutes les CLEC au taux d'intérêt annuel de 7% ;
- Fédérer les CLEC par communauté rurale, par département et par région en vue de leur réseautage ;
- Matérialiser les réalisations du PLCP par des tableaux d'indication à l'entrée des CB ;
- Elaborer une carte des réalisations du PLCP (responsables des composantes IEH, Renforcement des Capacités et l'Administrateur gestionnaire).

## **Constat général sur le niveau d'exécution physique des activités du PLCP**

### **Composante I : Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires**

Au titre de cette composante, le projet renforce les capacités des populations bénéficiaires et des partenaires institutionnels et d'exécution. Ces activités sont réparties en deux sous composantes : (i) activités de sensibilisation, alphabétisation et IEC ; (ii) renforcement des capacités des partenaires.

#### ***Sous composante Sensibilisation, Alphabétisation fonctionnelle et IEC***

##### **Volet Sensibilisation et IEC**

Le cabinet OFBD MARKETING, maître d'ouvrage délégué du volet sensibilisation et IEC, a recruté et formé 140 relais en intermédiation sociale en vue de réaliser les activités de sensibilisation/IEC. Dans la perspective de la pérennisation des activités des relais après le projet, un comité a été désigné pour aider à l'organisation et à la mise en place de réseaux régionaux et d'un réseau national, avec l'appui du projet à travers les Unités régionales (URG).

Actuellement, 600 boîtes à images de sensibilisation traduites dans les six langues par la Direction de l'Alphabétisation des langues Nationales (DALN), sont éditées et permettent aux relais de mieux développer les thèmes d'intermédiation sociale relatifs aux activités du projet : schéma de financement, l'emprunt et le remboursement des crédits, les classes d'alphabétisation, la gestion des points d'eau, des équipements post récolte et des infrastructures communautaires, les rôles et responsabilités des différents comités de gestion, l'allaitement maternel, la prévention du paludisme et du sida, l'excision, la scolarisation des filles, etc.

##### **Volet alphabétisation fonctionnelle**

L'ONG SAFEFOD assure la maîtrise d'ouvrage délégué de l'alphabétisation ; et la Direction de l'Alphabétisation des Langues Nationales (DALN) le suivi et l'évaluation externe du programme d'alphabétisation. Conformément au plan d'action convenu entre les différentes parties, les responsables départementaux d'alphabétisation (RDA) assurent des missions de suivi trimestrielles; tandis que les responsables régionaux d'alphabétisation (RRA) en effectuent des missions semestrielles.

Pour les deux cohortes d'apprenants, SAFEFOD a recruté et formé : 30 ONG opératrices en alphabétisation ; 40 formateurs ; 120 superviseurs ; 1.200 facilitateurs; 2.400 relais formateurs chargés de la post-alphabétisation, en vue de la pérennisation du programme. Les activités d'alphabétisation ont démarré respectivement pour les deux cohortes les 13 octobre 2003 et 26 janvier 2004.

La 1<sup>ère</sup> cohorte totalise 17.779 personnes alphabétisées et la deuxième cohorte 18 000 bénéficiaires. Le détail de la 1<sup>ère</sup> cohorte est résumé dans le tableau suivant :

Régions	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Effectif total
Dakar	3 277	225	3 502
Thiès	3 215	336	3 551
Diourbel	3 361	212	3 573
Tambacounda	2 392	1 187	3 579
Kolda	2 997	594	3 591
Total	15 242	2 554	17 796

La composante a également organisé des formations à l'intention du personnel projet en genre et participation, en informatique

### **Composante II : Micro finance et appui aux activités génératrices de revenus**

Au titre de cette composante, le projet finance, en fonction de la demande, des activités génératrices de revenus, par l'offre de services de proximité adaptés en matière de micro finance.

L'étude sur les créneaux porteurs, le diagnostic des structures de caisses de base, le diagnostic des SFD au Sénégal et l'étude pour la mise en place de systèmes de crédit adaptés aux pauvres ont permis la définition du système de crédit du PLCP avec trois catégories adaptées à des cibles précises. Les deux bureaux d'études chargés du renforcement des capacités des partenaires d'exécution du projet ont exécuté trois sessions de formation en approche genre et méthodes participatives, en gestion de projets et en gestion financière et comptable des SFD en direction de 258 responsables et agents des services techniques déconcentrés de l'Etat, d'ONG et de SFD.

Quinze **15** ONG ont été recrutés pour l'encadrement technique des clients du crédit dont deux dans la région de Dakar. Leurs prestations ont démarré en janvier 2003. Elles ont élaboré plus de **20 000** requêtes de financement dont **1.500** pour la région de Dakar, et assuré la formation de **5.128** bénéficiaires dont **893** dans la région de Dakar, en formulation et gestion de projet, en promotion et gestion des CLEC et en gestion du crédit. Au sortir de ces formations, les bénéficiaires ont amélioré leurs capacités techniques et managériales et gèrent plus efficacement leurs activités.

La gestion du volet micro crédit est confiée à **neuf structures financières décentralisées** (CMS, PAMECAS, ACEP, UMECU/DEFS, ASACASE, FDEA, MECGFA, RECEC, UMEC de Sédhiou), liées au PLCP par des conventions. Le fonds de crédit d'un montant de **2.580.000.000** est financé conjointement par le FAD et le Gouvernement du Sénégal.

Par ailleurs, la cellule AT/CPEC a déposé le rapport final de l'évaluation des performances des Structures financières décentralisées (SFD) et des ONG d'encadrement technique. Le document sera bientôt transmis à la BAD pour avis.

Pour sa contrepartie du fonds de crédit, le Gouvernement du Sénégal a déjà mobilisé un montant de **1.293.354.000 F CFA** et le FAD a décaissé **249 millions FCFA** soit au total de **1.542.354.000 F CFA** mobilisés au premier semestre 2004.

Au total **505** caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC) ont été mises en place dans les cinq régions ciblées; elles sont constituées d'un conseil d'administration, d'un comité de crédit, d'un comité de surveillance et de contrôle, et d'un gérant. Les CLEC sont financées par les SFD et accordent des crédits à leurs membres de la première catégorie (crédit maximum de **25 000 FCFA**).

Dans l'ensemble, **222** CLEC sont financées pour un montant de **367.677.000 F**. Ces financements ont permis de toucher **14.221** sociétaires de CLEC.

Le détail des financements accordés aux CLEC est indiqué dans le tableau ci-après :

## SITUATION DES FINANCEMENTS DES CLEC PAR REGION

Département	Nbre de CLEC mises en place	Nmbre deCLEC financées	Montant des financements	Nombre de bénéficiaires
Dakar	20	5	7.825.000	313
Pikine	24	6	6.225.000	246
Rufisque	18	1	500.000	20
Région Dakar	62	12	14.550.000	579
Mbour	79	46	108.100.000	4.314
Thies	17	8	13.850.000	554
Tivaouane	24	3	7.000.000	280
Région Thies	120	57	128.950.000	5.148
Bambey	55	55	87 002 500	3 481
Diourbel	27	26	36 075 000	1 443
Mbacké	29	21	41 850 000	1437
Région Diourbel	111	102	164 927 500	6361
Kolda	18	10	16 475 000	737
Sédhiou	73	0	0	0
Vélingara	18	4	8 375 000	335
Bakel	12	4	6.335.000	230
Kédougou	11	0	0	0
Tambacounda	69	23	23.659.000	966
Région Tamba	103	27	34.599.500	1.961
Total général	505	222	367.677.000	14.221

La visite des sites dans les régions a montré que certaines SFD n'appliquent pas les termes de leur convention, à savoir : le financement des CLEC, le paiement de la bonification aux bons payeurs ayant remboursé leur crédit dans le délai.

Les coffres forts, les mobiliers de bureau et les documents de gestion ont été livrés aux Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC).

A la demande des populations, seize (16) caisses populaires d'épargne et de crédit (CAPEC) ont été intégrées dans les infrastructures communautaires construites par le PLCP dans des chefs lieux de communauté rurale. Ces CAPEC, équipés de matériels de bureaux, de matériels informatiques, et de documents de gestion, pourront constituer des structures faîtières des CLEC polarisées, pour faciliter leur réseautage.

- **Formation :**

Les formations suivantes ont été réalisées au profit des partenaires et des bénéficiaires de la composante:

- 107 responsables des 15 ONG d'encadrement, SFD et agents des services techniques formés en **micro finance** ;
- de 101 responsables des 15 ONG formés en **gestion de projet** ;
- de 150 représentants de MOD, d'ONG, de SFD et d'agents des services techniques de l'Etat formés en **approche genre et participation** ;
- Formation de 2 450 responsables de bénéficiaires sur la mise en place et la gestion des CLEC ;
- Formation de 1 584 responsables de groupements bénéficiaires (3 par communauté de base) à la **gestion financière des AGR**,
- 1094 responsables des bénéficiaires formés en **gestion du crédit**.

Au 31 Août 2004, le PLCP a financé au total 17.376 projets pour un montant de 1.497.457.555 F CFA. Ces financements ont profité à 36.446 bénéficiaires. Les activités financées recouvrent les principaux secteurs suivants : petit commerce, embouche, artisanat, transformation de produits locaux, restauration, agriculture (maraîchage).

Le tableau suivant donne les détails des crédits octroyés par région :

## RECAPITULATIF DES PROJETS FINANCES AU NIVEAU DES CINQ REGIONS

<b>REGIONS</b>	<b>NBRE DE CB TOUCHEES</b>	<b>NBRE DE PROJETS FINANCES</b>	<b>MONTANT DES FINANCEMENTS</b>	<b>NOMBRE DE PERSONNES TOUCHEES</b>
<b>DAKAR</b>	<b>98</b>	<b>1.406 (dont 12 CLEC)</b>	<b>286.441.330</b>	<b>6.165</b>
<b>THIES</b>	<b>70</b>	<b>5.269 (dont 55 CLEC)</b>	<b>259.597.500</b>	<b>6.711</b>
<b>DIOURBEL</b>	<b>118</b>	<b>7.722 (dont 102 CLEC)</b>	<b>555.319.250</b>	<b>13.076</b>
<b>KOLDA</b>	<b>67</b>	<b>1.593 (dont 13 CLEC)</b>	<b>194.631.200</b>	<b>6.217</b>
<b>TAMBA</b>	<b>74</b>	<b>1.578 (dont 21 CLEC)</b>	<b>201.468.275</b>	<b>4.277</b>
<b>TOTAL</b>	<b>427</b>	<b>17.376 (dont 198 CLEC)</b>	<b>1.497.457.555</b>	<b>36.446</b>

### Composante III : Infrastructures, Equipements et hydraulique villageoise

1. Cette composante vise l'amélioration des conditions de vie et de travail des groupes cibles à travers trois sous composantes : (i) Infrastructures et équipements socio-communautaires ; (ii) Hydraulique villageoise ; (iii) Cases foyers et garderies socio-éducatives.

#### *Sous-composantes : Infrastructures et équipements socio-communautaires / Cases foyers et garderies socio-éducatives*

Dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée signée avec l'AGETIP, les études techniques et architecturales afférentes aux infrastructures socio communautaires ont été exécutées et le suivi des travaux de construction est en cours. Dans le cadre de sa convention, l'AGETIP a recruté un bureau pour les études architecturales et techniques, trois bureaux pour le suivi et la supervision des travaux de réalisation des infrastructures communautaires et un autre bureau pour l'élaboration des maquettes.

Le programme de construction comprend : 16 cases foyers, 14 cases des tout- petits, 14 cases de santé réalisés sur 36 sites. Pour la réalisation de ces travaux, l'AGETIP a recruté 8 entreprises adjudicataires de 9 lots. Les chantiers ont démarré entre août, septembre et octobre 2003 avec des délais d'exécution variant de six à huit mois. Des travaux supplémentaires destinés à améliorer le fonctionnement des infrastructures, ont été approuvés par la BAD en juin 2004, pour un montant de 110.921.908 F. Le taux d'exécution global des travaux est de 95 % pour les sites visités, sauf dans le Kédougou (Fongolimbi et Salémata). A Dakar, les premières réceptions provisoires, y compris les travaux supplémentaires, sont effectuées sauf pour la case foyer de Hann dont le niveau d'exécution est à 90%.

La visite de quelques sites dans la région a permis de se rendre compte que la supervision des chantiers par les bureaux d'études et l'AGETIP se fait correctement et ce qui facilite le respect des délais d'exécution et assure une bonne qualité des infrastructures.

Deux marchés ont été passés pour la livraison des équipements socio communautaires d'allègement des tâches, avec des délais de livraison de trois mois. Les marchés suivants ont été signés et approuvés par la CNCA le 14 mai 2004 :

- AFCO, pour l'installation de 336 broyeurs à céréales, 18 décortiqueuses à mil, 12 batteuses à mil, 12 décortiqueuses à fonio et des lots de pièces de rechange connexes, d'un montant total de 326 526 000 FCFA,
- SISMAR, pour la fourniture de 120 charrettes asines et 96 charrettes équines, pour un montant de 41.779.200 F CFA.

Pour les équipements destinés aux cases des tout petits et cases de santé, la consultation a été lancée le 04 juin 2004 et le processus d'adjudication est en cours.

La formation destinée aux opérateurs pour l'entretien et la maintenance des équipements post-récolte sera réalisée par les fournisseurs au moment de la mise en place desdits équipements. La formation des 378 comités de gestion, par les agents des CERP, démarrera au mois d'Octobre 2004 dans les cinq régions.

La formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) et celle destinée aux animateurs polyvalents (des cases des tout petits) démarreront également au mois d'octobre 2004. Ces formations se feront en collaboration avec les services de la santé et des services en charge de la petite Enfance. Pour les auxiliaires de santé, les médecins chefs de région médicale ont déjà été saisis dans ce sens et pour la case des tout petit des journées d'échanges sont prévues les 21 et 22 Octobre 2004 avec tous les acteurs de la petite Enfance et les relais IEC.

### *Sous-composante : Hydraulique villageoise*

Le Groupement de bureaux d'études nordique et sénégalais COWI - AISB a réalisé toutes les études et leur mission de supervision se poursuit convenablement sans difficulté. Deux bureaux de contrôle des travaux ont été recrutés, leurs projets de marché ont été soumis à l'avis de la Commission nationale des contrats de l'Administration de l'Administration pour avis. Les notifications aux bureaux pourraient intervenir au plus tard fin juin 2004.

Au titre de cette Sous composante, deux types de formations sont envisagés pour garantir la pérennisation des investissements. La première s'adresse aux personnes préposées à l'entretien des pompes et sera assurée par les fournisseurs entre novembre et décembre 2004. La seconde formation destinée aux comités de gestion des points d'eau, sera réalisée par les agents des CERP entre Octobre et Novembre 2004 afin de leur donner des techniques en gestion des infrastructures et équipements, en hygiène et assainissement, dans les activités liées aux points d'eau (maraîchage, arboriculture, etc).

Pour les Constructions, deux entreprises ont été recrutées et les travaux ont démarré le 26 novembre 2003 avec des délais d'exécution de onze (11) mois, il s'agit de :

- Le Consortium d'Entreprises CDE, pour la réalisation de 120 puits hydrauliques d'un montant de 1.678.936.999 FCFA. Le taux d'exécution est de 98%,
- La Sénégalaise de Voirie, de Travaux publics et de Génie civil SVTP/GC, pour la réalisation de 60 mini réseaux d'eau potable et 120 latrines d'un montant de 706.263.900 F CFA. Le taux d'exécution a atteint 85 %.

Pour les Equipements, Mobilier et Fournitures, deux fournisseurs ont été recrutés pour la livraison des équipements suivants :

- DANSKSOLERNERGI, pour la fourniture et l'installation de 37 électropompes solaires, 35 électropompes thermiques et un lot de pièces de rechange, d'un montant de 640.321.871 FCFA ; la livraison est prévue pour janvier 2005,
- MEERA AND CEIKO, pour la fourniture et l'installation de 120 pompes manuelles et un lot de pièces de rechange d'un montant de 92.739.857 FCFA, la livraison est prévue pour octobre 2004.

La visite des sites dans les régions a montré que les infrastructures sont entièrement réalisées. Il reste à mettre en place les équipements prévus. Déjà les populations se sont appropriées les infrastructures et commencent à mettre en place des comités de gestion pour assurer la pérennisation des dites infrastructures qu'elles qualifient de bijoux. Ces populations ont tenu à manifester leur satisfaction et leur reconnaissance au Gouvernement et au projet de lutte contre la pauvreté, à travers une forte mobilisation et un engagement dans la mise en œuvre des activités du PLCP.

Au terme de ces visites, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Rendre fonctionnels les cadres de concertation avec les partenaires au niveau région ;
- Renforcer le suivi des activités sur les sites ;
- Diligenter la mise en place des comités de gestion des infrastructures et équipements;
- Faire appliquer aux SFD les engagements contenus dans leurs conventions (bonus aux bons clients, taux d'intérêt appliqué aux CLEC, etc) ;
- Diffuser le document relatif aux créneaux porteurs auprès des CLEC ;
- En rapport avec les ICP procéder la définition des critères de choix de la matrone et l'agent communautaire de santé, ainsi que de leur programme de formation
- Matérialiser les réalisations du projet dans chaque région.

## ANNEXES

### **Liste des participants à la mission de supervision du PLCP dans la région de Dakar**

- ✦ le Représentant de la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets de Lutte Contre la Pauvreté ;
- ✦ la Représentante de la Direction de l'Action Sociale ;
- ✦ le Conseiller Technique de la Directrice de l'Agence Nationale de la Case des Tout-Petits ;
- ✦ le Représentant de la Direction de l'Expansion Rurale ;
- ✦ la Représentante Régionale de la Case des Tout-petits ;
- ✦ les Chefs de service Départemental de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale de Dakar et Pikine ;
- ✦ le Représentant de la SFD dénommée FDEA ;
- ✦ les Représentants d'ONG en micro finance AJED et CONACAP ;
- ✦ le responsable de la revue « aim », chargé en communication de la Présidence de la République;
- ✦ le Représentant du cabinet OFBD, chargé du volet communication du PLCP.

### **Liste des participants à mission de supervision du BGP dans la région de Thies**

Mme Khady FALL NDIAYE, Directrice du PLCP,

Les experts des composantes du projet,

L'équipe de l'Unité Régionale de Gestion du projet à Thies

Moussa DIOP, Représentant la Direction de l'Expansion Rurale

Demba DIADE, Représentant la Direction du Développement Communautaire

Madame Aminata BA, Représentant la Direction de l'Action Sociale

Monsieur Cheikh Tidiane DIOP, Représentant OFBD

Un représentant de l'ONG ANMFR,

Un représentant de l'ONG GREEN SENEGAL,

Un représentant de la Division Régionale de l'Hydraulique,

Des Chefs de CERP,

Le Coordonnateur de la SAFEFOD,

Les autorités locales

**DELEGATION COMPOSANT LA MISSION DE SUIVI  
DES ACTIVITES DU PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (PLCP)  
DANS LA REGION DE DIOURBEL  
(DU 16 AU 17 AOUT 2004)**

Madame Khady FALL NDIAYE , Directrice du Projet de Lutte Contre la Pauvreté  
(PLCP – FAD - FND)

L'Honorable Député  
Lamine SECK

Représentant le Réseau des  
Parlementaires en Population

Moussa DIOP

Représentant la Direction de  
l'Expansion Rurale

Demba DIADE

Représentant la Direction du  
Développement Communautaire

Madame Aminata BA

Représentant la Direction de  
l'Action Sociale

Monsieur Cheikh Tidiane DIOP

Représentant OFBD

Monsieur Moustapha DIEYE

Expert Composante  
Infrastructures, Equipements,  
Hydraulique

Madame Aminata NDIAYE

Experte Composante  
Renforcement des Capacités  
des Bénéficiaires

Madame Aïssatou DIOP  
DIAGNE

Experte en Micro Finance et  
Activités Génératrices de  
Revenus

Monsieur Gallo KEBE

Coordonnateur de l'URG  
de Diourbel

Monsieur Serigne Touba DIAO

Assistant au coordonnateur de  
l'URG de Diourbel

Monsieur Alassane SAM

Chef du Service Régional de  
L'Hydraulique de Diourbel

Monsieur Mor NDAO GUEYE

Coordonnateur Régional  
de la Petite Enfance à Diourbel

Madame NDèye Marème

Représentant le Chef du Service  
Régional de la Famille, du  
Développement Social et de  
la Solidarité Nationale  
(SRFDSSN)

Madame Bousso NGOM

Présidente Régionale des  
Groupements de Promotion  
Féminine (GPF) de Diourbel

Madame Aïda GAYE

Relais en intermédiation sociale

Monsieur Samba Awa NDIAYE

Relais en intermédiation sociale

Monsieur Allé NIANG

Relais en intermédiation sociale

## **Composition de la mission de supervision dans la région de Kolda**

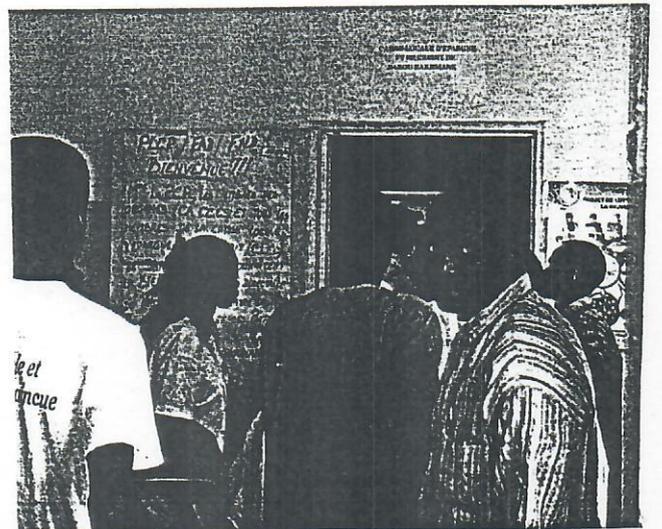
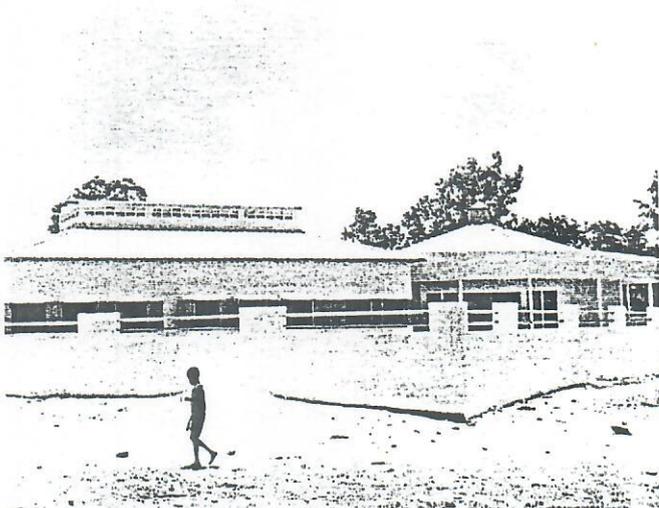
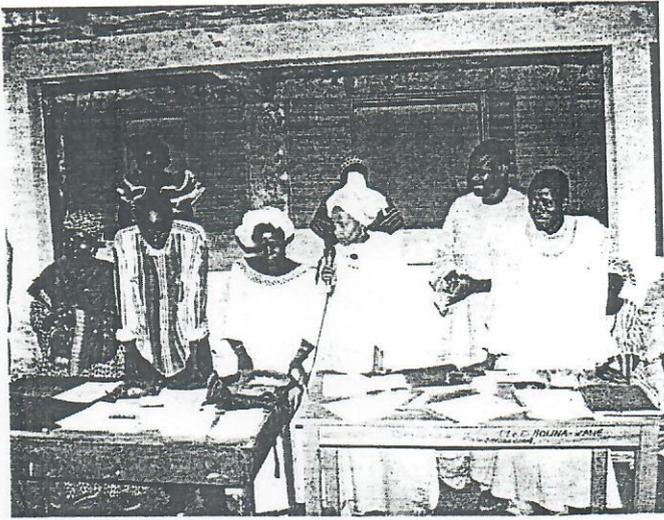
Dans la région de Kolda la mission était composée de :

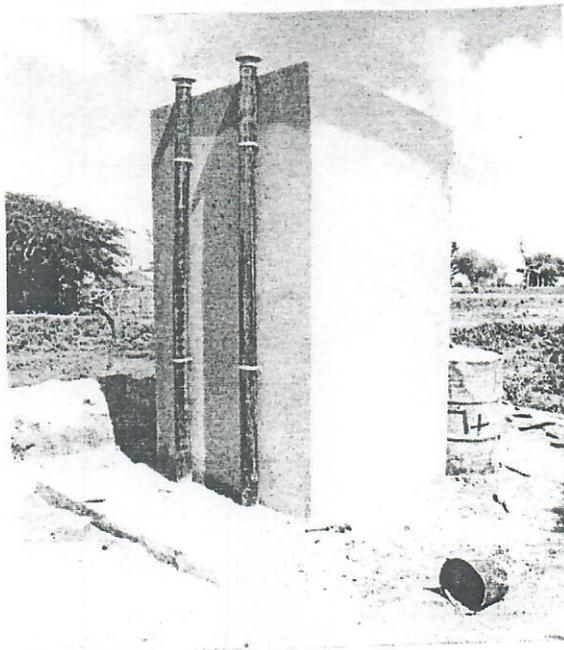
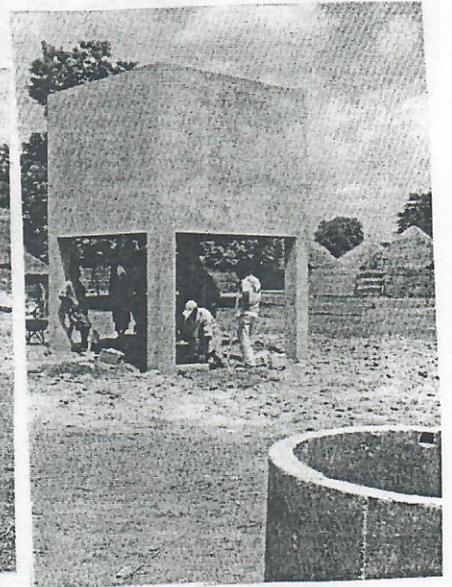
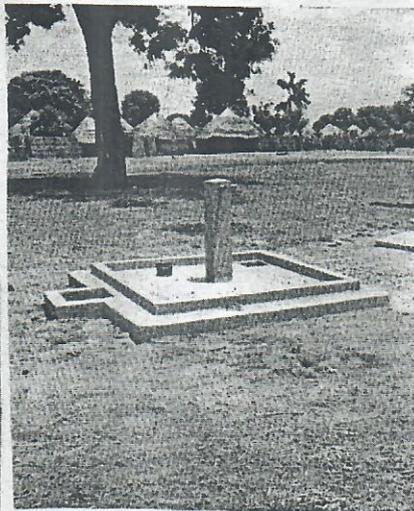
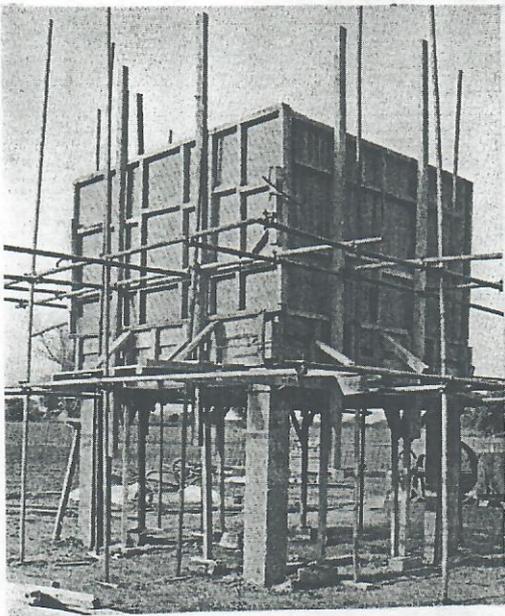
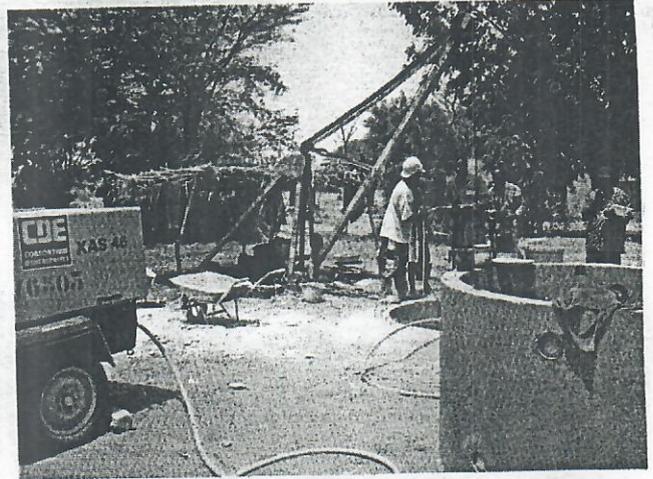
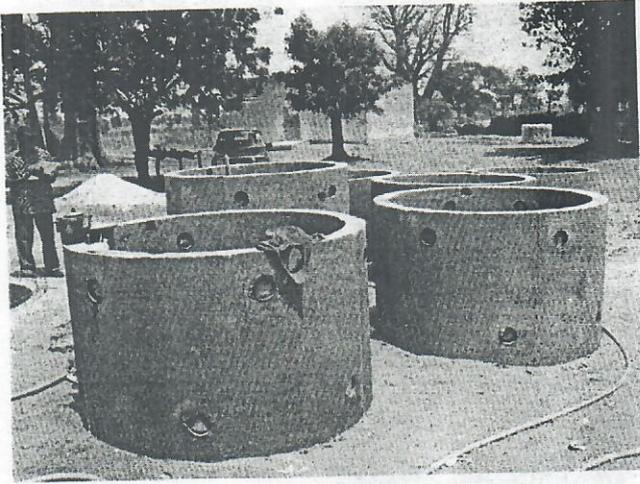
### **Mesdames :**

Khady Fall NDIAYE Directrice du PLCP  
Aminata NDIAYE Responsable Composante Renforcement des Capacités  
Aïssatou Diop DIAGNE Co - responsable Composante Micro finance  
Honorable député Oumou Kalsoum CISSE :représentante du Réseau des Parlementaires  
pour la Population et le Développement)  
Gnagna Fall BA : Conseillère au Haut Conseil de la République  
Aminata BA : Direction de l'Action Sociale

### **Et Messieurs :**

Assane SAGNE Co - responsable Composante Micro finance  
Moustapha DIEYE Responsable Composante IEH  
Valdiodio NDIAYE Direction du Développement Communautaire  
Moussa DIOP Directeur de l'Expansion Rurale (Cellule AT/CPEC  
Ousmane KA Coordonnateur de la Cellule de Suivi des Projets  
Ibrahima BA Coordonnateur National du PARED (PNUD)  
Aldiouma CISSE Coordonnateur Régional du PARED à Tambacounda  
Alé NIANG Relais en Intermédiation Sociale à Diourbel  
Samba Awa NDIAYE Relais en Intermédiation Sociale à Diourbel





Puits, Réservoirs et Latrines en construction



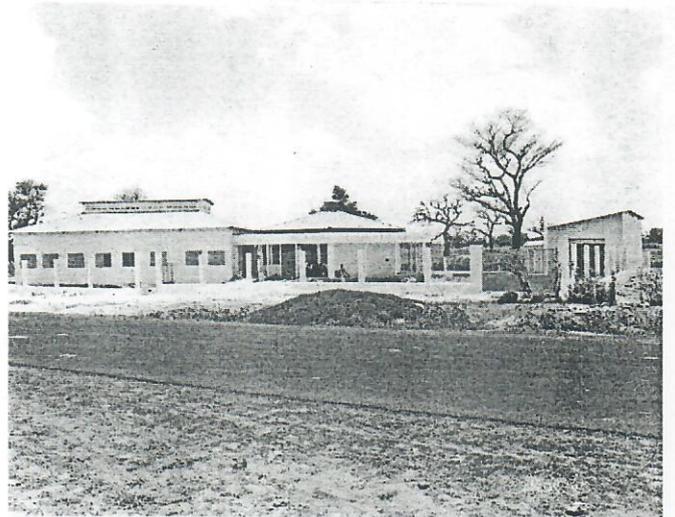
Echanges avec les autorités administratives



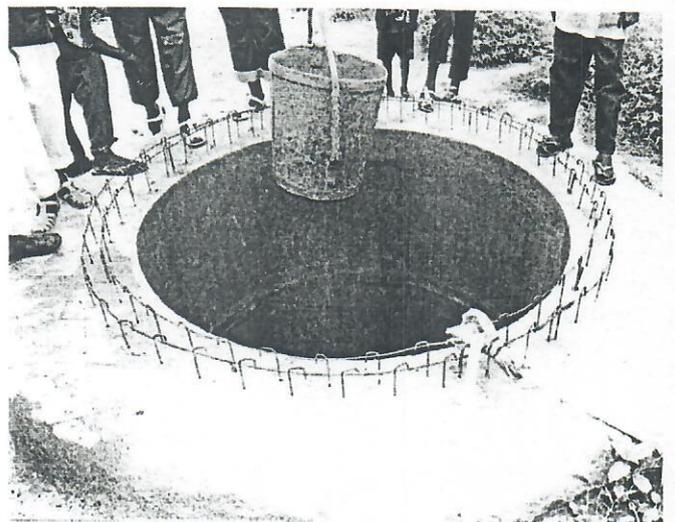
Echanges avec les représentants de la communauté de base



Une infrastructure socio-communautaire déjà réceptionnée



Un réservoir en finition



Vue d'un puits en finition